

Overwegende dat de Raad van State in zijn advies 58.564/1 bij de voormelde wet van 18 december 2015 gewezen heeft op dit probleem en stelt dat “de vork waarbinnen de minimaal gewaarborgde rentevoet op grond van de ontworpen regeling zich dient te bevinden (tussen 1,75 en 3,75 %) niet overeenstemt met de vork waarbinnen de maximale rentevoet op grond van de ontworpen prudentiële reglementering zich dient te bevinden (tussen 0,75 en 3,75 %). Dit kan ertoe leiden dat voor eenzelfde overeenkomst de gewaarborgde minimale rentevoet hoger ligt dan de op grond van de prudentiële wetgeving toegelaten maximale gewaarborgde rentevoet.”;

Overwegende het risico dat, bij een maximale rentevoet van 0,75 %, werkgevers niet langer gemotiveerd zullen zijn om voor hun werknemers een aanvullende pensioenregeling uit te werken via het systeem van de groepsverzekeringen;

Overwegende dat een te lage intrestvoet het risico inhoudt dat werkgevers onmogelijk nog een bijkomende collectieve pensioensverzekering zullen kunnen aanbieden die hun wettelijke verbintenissen met betrekking tot rendementsgarantie dekt;

Overwegende dat een dergelijke situatie impact heeft op de koopkracht van de werknemers alsook op het precare evenwicht waarop de akkoorden tussen de sociale partners steunen;

Overwegende het belang, voor de verzekeringsondernemingen, om een minimale marge te kunnen behouden tussen de rente die zij minimaal moeten aanbieden op de aanvullende pensioensverzekeringen, enerzijds, en de maximale rente die zij mogen aanbieden op de levensverzekeringen van lange duur, anderzijds,

Besluit :

**Enig artikel.** De maximale technische rentevoet voor levensverzekeringsovereenkomst bedoeld in artikel 216, § 1, van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, wordt behouden op 2 %.

Brussel, 25 augustus 2022.

P.-Y. DERMAGNE

Considérant que, dans son avis 58.564/1 relatif à ladite loi du 18 décembre 2015, le Conseil d'Etat a souligné ce problème et a soulevé que « la fourchette dans laquelle le taux minimum garanti doit se situer en vertu du dispositif en projet (entre 1,75 et 3,75 %) ne correspond pas à la fourchette dans laquelle doit se situer le taux maximum en vertu de la réglementation prudentielle en projet (entre 0,75 et 3,75 %), ce qui peut impliquer que pour une même convention, le taux minimum garanti soit supérieur au taux maximum autorisé en vertu de la législation prudentielle. » ;

Considérant le risque que, dans le cas d'un taux d'intérêt maximum de 0,75 %, les employeurs ne soient plus motivés à élaborer pour leurs travailleurs un régime de pension complémentaire via le système des assurances de groupe ;

Considérant qu'un taux d'intérêt trop bas risque de créer pour les employeurs une impossibilité d'encore conclure une assurance groupe pension complémentaire couvrant leurs engagements légaux en termes de garantie de rendement ;

Considérant qu'une telle situation affecterait le pouvoir d'achat des travailleurs ainsi que l'équilibre précaire sur lequel les accords entre partenaires sociaux reposent ;

Considérant l'importance, pour les entreprises d'assurance, de pouvoir conserver une marge minimale entre le taux d'intérêt qu'elles doivent proposer au minimum sur les assurances pension complémentaire, d'une part, et le taux d'intérêt maximum qu'elles peuvent proposer sur les assurances-vie de longue durée, d'autre part,

Arrête :

**Article unique.** Le taux d'intérêt technique maximum pour les contrats d'assurance sur la vie, visé à l'article 216, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance, est maintenu à 2 %.

Bruxelles, le 25 août 2022.

P.-Y. DERMAGNE

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2022/204387]

### Extrait de l'arrêt n° 96/2022 du 14 juillet 2022

Numéros du rôle : 7350 et 7351

*En cause* : les recours en annulation partielle du décret de la Communauté flamande du 17 mai 2019 « portant modification du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, du Code de l'Enseignement secondaire du 17 décembre 2010 et de la Codification de certaines dispositions relatives à l'enseignement du 28 octobre 2016, en ce qui concerne le droit d'inscription », introduits par le Collège de la Commission communautaire française et par le Gouvernement de la Communauté française.

La Cour constitutionnelle,

composée du juge J.-P. Moerman, faisant fonction de président, et du président L. Lavrysen, des juges T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters et E. Bribosia, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, de la juge émérite R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le juge J.-P. Moerman,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 janvier 2020 et parvenue au greffe le 27 janvier 2020, le Collège de la Commission communautaire française, assisté et représenté par Me M. Nihoul, avocat au barreau du Brabant wallon, a introduit un recours en annulation des articles II.48, V.18, VI.18 et VI.19 du décret de la Communauté flamande du 17 mai 2019 « portant modification du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, du Code de l'Enseignement secondaire du 17 décembre 2010 et de la Codification de certaines dispositions relatives à l'enseignement du 28 octobre 2016, en ce qui concerne le droit d'inscription » (publié au *Moniteur belge* du 26 juillet 2019).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 janvier 2020 et parvenue au greffe le 27 janvier 2020, le Gouvernement de la Communauté française, assisté et représenté par Me F. Tulkens, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles II.48, III.55, V.18, VI.18 et VI.19 du même décret.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 7350 et 7351 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

#### II. *En droit*

(...)

*Quant aux dispositions attaquées et à leur contexte*

B.1. Les dispositions attaquées par le Collège de la Commission communautaire française et par le Gouvernement de la Communauté française font partie des règles de priorité applicables aux inscriptions dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire néerlandophones dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

B.2.1. L'article II.48 du décret de la Communauté flamande du 17 mai 2019 « portant modification du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, du Code de l'Enseignement secondaire du 17 décembre 2010 et de la Codification de certaines dispositions relatives à l'enseignement du 28 octobre 2016, en ce qui concerne le droit d'inscription » (ci-après : le décret du 17 mai 2019) insère, dans le décret de la Communauté flamande du 25 février 1997 « relatif à l'enseignement fondamental » (ci-après : le décret du 25 février 1997), au chapitre IV/2 (« Droit à une inscription dans l'enseignement fondamental spécial »), inséré par l'article II.40 du décret du 17 mai 2019, un article 37/40. Cet article dispose :

« Art. 37/40. § 1<sup>er</sup>. L'autorité scolaire classe en tête de liste les élèves préinscrits au cours de la période de préinscription, telle que prévue à l'article 37/39, qui appartiennent aux groupes prioritaires suivants, tout en respectant l'ordre suivant :

1° les élèves qui appartiennent à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit;

2° les élèves ayant un parent qui est membre du personnel de l'école ou des écoles qui optent pour la continuation des inscriptions d'une école à l'autre sur la base de l'article 37/36, à condition qu'il soit question, au moment de l'inscription, d'une occupation actuelle de plus de 104 jours. Par membre du personnel, il faut entendre :

a) un membre du personnel, tel que visé à l'article 2 du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement communautaire et à l'article 4 du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, pour autant qu'ils ont été affectés à ou désignés dans l'école;

b) un membre du personnel qui a été engagé via un contrat de travail par une autorité scolaire et qui est mis à l'emploi dans l'école;

3° pour les écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et jusqu'à concurrence de 65 % de la capacité du niveau concerné, telle que visée à l'article 37/37, les élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais, comme visé à l'article 37/58;

4° une autorité scolaire peut pour ses écoles donner la priorité à des élèves qui, au plus tard au moment de la fréquentation effective des cours, séjournent ou font usage de cet internat ou semi-internat à concurrence de maximum 50 pour cent de la capacité du niveau concerné, telle que visée à l'article 37/39, § 2. Par internat ou semi-internat, on entend :

a) les internats, tels que visés dans la partie III, chapitre 4, section 1<sup>re</sup>, sous-section 2 du décret du 28 octobre 2016 portant codification de certaines dispositions relatives à l'enseignement;

b) les internats à ouverture permanente, visés au chapitre 6 de la même codification;

c) les semi-internats, tels que visés à l'arrêté royal du 21 août 1978 portant organisation des semi-internats dans l'enseignement spécial de l'État et déterminant les normes du personnel;

d) les centres multifonctionnels, tels que visés dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 février 2016 portant agrément et subventionnement de centres multifonctionnels pour personnes handicapées mineures, en ce qui concerne les fonctions de soins de jour, de séjour, de diagnostic ou de traitement intensif.

Si la capacité, visée à l'article 37/37, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'article 37/41, § 4, a déjà été atteinte au sein des groupes prioritaires susmentionnés, les élèves du groupe prioritaire concerné sont classés sur la base de la distance entre l'adresse de domicile de l'élève et l'école ou l'implantation.

Si la capacité visée à l'article 37/37, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'article 37/41, § 4, a été atteinte parmi les autres élèves préinscrits, les élèves concernés sont classés sur la base de la distance entre le domicile de l'élève et l'école ou l'implantation.

§ 2. Si plusieurs écoles ou implantations font des préinscriptions conjointes, les élèves préinscrits sont affectés à l'école ou à l'implantation du choix le plus préféré spécifié par les parents au moment de la préinscription, au sein de laquelle l'élève a reçu un classement favorable. L'élève est supprimé de la liste d'élèves préinscrits dans les écoles ou implantations classées plus bas sur sa liste de préférence.

Le Gouvernement flamand peut mettre des moyens à disposition pour des procédures de préinscription conjointes dans les limites des crédits budgétaires disponibles ».

B.2.2. L'article III.55 du décret de la Communauté flamande du 17 mai 2019, dont seule la Communauté française demande l'annulation, insère dans la partie V du Code flamand de l'enseignement secondaire (« Dispositions spécifiques relatives à l'enseignement secondaire spécial »), plus précisément sous la sous-section 3 (« Organisation des inscriptions »), insérée par l'article III.51 du décret du 17 mai 2019 précité, un article 295/8. Cet article dispose :

« Art. 295/8. § 1<sup>er</sup>. L'autorité scolaire classe en tête de liste les élèves préinscrits au cours de la période de préinscription, telle que prévue à l'article 295/7, qui appartiennent aux groupes prioritaires suivants, tout en respectant l'ordre suivant :

1° les élèves qui appartiennent à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit;

2° les élèves ayant un parent qui est membre du personnel de l'école ou des écoles qui assurent la continuité des inscriptions de l'une école à l'autre sur la base de l'article 295/3, à condition qu'il soit question, au moment de l'inscription, d'une occupation en cours de plus de 104 jours. Par membre du personnel, il faut entendre :

a) un membre du personnel, tel que visé à l'article 2 du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement communautaire et à l'article 4 du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, pour autant qu'ils ont été affectés à ou désignés dans l'école;

b) un membre du personnel qui a été engagé via un contrat de travail par une autorité scolaire et qui est mis à l'emploi dans l'école;

3° pour les écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et jusqu'à concurrence de 65 pour cent de la capacité du niveau concerné, telle que visée à l'article 295/5, alinéa premier, les élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais, conformément à l'article 253/46;

4° une autorité scolaire peut réserver un maximum de 50 pour cent de la capacité du niveau concerné, telle que visée à l'article 295/5, alinéa premier, aux élèves qui, au plus tard au moment de la fréquentation effective des cours, résident ou font appel à cet internat ou semi-internat. Par internat ou semi-internat, on entend :

- a) les internats, tels que visés dans la partie III, chapitre 4, section 1re, sous-section 2 du décret du 28 octobre 2016 portant codification de certaines dispositions relatives à l'enseignement;
- b) les internats à ouverture permanente, visés au chapitre 6 de la même codification;
- c) les semi-internats, tels que visés à l'arrêté royal du 21 août 1978 portant organisation des semi-internats dans l'enseignement spécial de l'Etat et déterminant les normes du personnel;
- d) les centres multifonctionnels, tels que définis dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 février 2016 portant agrément et subventionnement de centres multifonctionnels pour personnes handicapées mineures, en ce qui concerne les fonctions de soins de jour, de séjour, de diagnostic ou de traitement intensif.

Si la capacité mentionnée à l'article 295/5, alinéa premier, ou à l'article 295/9, § 4, a déjà été atteinte au sein des groupes prioritaires mentionnés ci-dessus, les élèves du groupe prioritaire concerné sont classés en fonction de la distance entre le domicile de l'élève et l'école ou l'implantation.

Si la capacité, visée à l'article 295/5, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'article 295/9, § 4, a été atteinte dans le groupe des autres élèves préinscrits, les élèves concernés sont classés en fonction de la distance entre le domicile de l'élève et l'école ou l'implantation.

§ 2. Si plusieurs écoles ou implantations adoptent une procédure conjointe de préinscription, les élèves préinscrits sont affectés à l'école ou à l'implantation du choix le plus élevé spécifié par les personnes concernées au moment de la préinscription, pour laquelle l'élève a obtenu un classement favorable. L'élève est supprimé de la liste d'élèves préinscrits dans les écoles ou implantations classées plus bas sur sa liste de préférence.

Le Gouvernement flamand peut dans les limites des crédits budgétaires disponibles mettre à disposition des moyens pour des procédures conjointes de préinscription ».

B.2.3. L'article V.18 du décret de la Communauté flamande du 17 mai 2019, insère, dans le décret de la Communauté flamande du 25 février 1997, au chapitre IV/3 (« Droit d'inscription dans l'enseignement ordinaire pour les écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale »), inséré par l'article V.1 du décret du 17 mai 2019 précité, un article 37/58. Cet article dispose :

« Art. 37/58. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application de l'article 37/59, les autorités scolaires donnent, pour ce qui est de leurs écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, priorité aux élèves ayant au moins un parent, tel que visé à l'article 3, 41°, qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier du régime prioritaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le parent démontre d'une des manières suivantes qu'il maîtrise suffisamment le néerlandais :

1° en produisant au moins le diplôme en langue néerlandaise de l'enseignement secondaire ou un titre en langue néerlandaise équivalent;

2° en produisant le certificat en langue néerlandaise de la deuxième année d'études du troisième degré de l'enseignement secondaire ou un titre en langue néerlandaise équivalent;

3° en produisant la preuve qu'il maîtrise le néerlandais au moins au niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les Langues. Cette preuve peut être fournie sur la base d'une des pièces suivantes :

a) un titre de l'enseignement agréé, financé ou subventionné par la Communauté ou un titre en langue néerlandaise équivalent, démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

b) une attestation de fixation du niveau, effectuée par une ' Huis van het Nederlands ' (Maison du néerlandais), démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

c) la production de la preuve d'une connaissance au moins suffisante du néerlandais obtenue après un examen linguistique auprès du Bureau de sélection de l'Administration fédérale;

4° la production de la preuve que l'élève a suivi les cours de l'enseignement primaire et secondaire en langue néerlandaise comme élève régulier pendant 9 ans. Ceci se fait sur la base d'attestations délivrées à cet effet par les autorités scolaires concernées.

§ 3. Les autorités scolaires fixent pour leurs écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale le nombre d'élèves envisagé pour l'inscription par priorité d'élèves ayant au moins un parent, tel que visé à l'article 3, 41°, qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

Ce nombre doit permettre l'acquisition ou le maintien de 65 % d'élèves dans l'école ayant au moins un parent, tel que visé à l'article 3, 41°, qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

Le nombre d'élèves, visé au premier alinéa, est déterminé par une autorité scolaire pour chaque capacité déterminée par l'autorité scolaire conformément à l'article 37/55, § 1<sup>er</sup>.

La LOP communique les nombres qui ont été établis à tous les intéressés.

Un élève déjà inscrit ou un élève qui appartient à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit qui, sur la base de la réglementation en vigueur au moment de son inscription, était considéré comme un élève dont la langue de famille est le néerlandais, peut être considéré comme étant un élève ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais, comme visé au paragraphe 1<sup>er</sup>. Un élève déjà inscrit ou un élève appartenant à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit qui, sur la base de la réglementation en vigueur au moment de son inscription, était considéré comme un élève dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais, est considéré comme un élève ayant au moins un parent, tel que visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 4. Les élèves qui, outre la condition visée au paragraphe 2, satisfont également à un ou plusieurs des indicateurs visés à l'article 37/60, ne sont pas pris en compte pour l'atteinte du nombre, visé au paragraphe 3. Ces élèves sont inscrits jusqu'à ce que le contingent réservé aux élèves satisfaisant à un ou plusieurs des indicateurs visés à l'article 37/60, § 3, soit atteint ».

B.2.4. L'article VI.18 du décret de la Communauté flamande du 17 mai 2019 insère, dans la partie IV du Code flamand de l'enseignement secondaire (« Dispositions spécifiques relatives à l'enseignement secondaire ordinaire à temps plein »), plus précisément sous la section 3 (« Organisation des inscriptions »), insérée par l'article VI.10 du décret du 17 mai 2019 précité, un article 253/44, qui dispose :

« Art. 253/44. § 1<sup>er</sup>. Une autorité scolaire donne, le cas échéant sans préjudice de l'application de l'article 253/43, pour ses écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, priorité aux élèves ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier du régime prioritaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le parent démontre d'une des manières suivantes qu'il maîtrise suffisamment le néerlandais :

1<sup>o</sup> en produisant au moins le diplôme en langue néerlandaise de l'enseignement secondaire ou un titre en langue néerlandaise équivalent;

2<sup>o</sup> en produisant le certificat en langue néerlandaise de la deuxième année d'études du troisième degré de l'enseignement secondaire ou un titre en langue néerlandaise équivalent;

3<sup>o</sup> en produisant la preuve qu'il maîtrise le néerlandais au moins au niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour les Langues. Cette preuve peut être fournie sur la base d'une des pièces suivantes :

a) un titre de l'enseignement agréé, financé ou subventionné par la Communauté flamande ou un titre en langue néerlandaise équivalent, démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

b) une attestation de fixation du niveau, effectuée par une ' Huis van het Nederlands ' (Maison du néerlandais), démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

c) la production de la preuve d'une connaissance au moins suffisante du néerlandais obtenue après un examen linguistique auprès du Bureau de sélection de l'Administration fédérale;

4<sup>o</sup> en produisant la preuve qu'il a suivi, pendant neuf ans, comme élève régulier, les cours de l'enseignement primaire et secondaire en langue néerlandaise. Ceci se fait sur la base d'attestations délivrées à cet effet par les autorités scolaires concernées.

§ 3. Une autorité scolaire fixe pour ses écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale le nombre d'élèves envisagé pour l'inscription par priorité d'élèves ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

Le nombre d'élèves mentionné à l'alinéa premier doit être axé sur l'acquisition ou le maintien de 65 % d'élèves dans l'école ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

Le nombre d'élèves, visé à l'alinéa premier peut être fixé par une autorité scolaire jusqu'aux niveaux visés à l'article 253/42.

Un élève déjà inscrit ou un élève qui appartient à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit qui, sur la base de la réglementation en vigueur au moment de son inscription, était considéré comme un élève dont le néerlandais est la langue de la famille, peut être considéré comme un élève ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais, tel que visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ».

B.2.5. L'article VI.19 du décret de la Communauté flamande du 17 mai 2019, insère, dans la partie IV du Code flamand de l'Enseignement secondaire (« Dispositions spécifiques relatives à l'enseignement secondaire ordinaire à temps plein »), plus précisément sous la section 3 (« Organisation des inscriptions »), insérée par l'article VI.10 du décret du 17 mai 2019 précité, un article 253/45, qui dispose :

« Art. 253/45. § 1<sup>er</sup>. Pour les préinscriptions pour des inscriptions dans l'année scolaire 2020-2021 au plus tard, et sans préjudice de l'application des articles 253/43 et 253/44, une autorité scolaire donne la priorité aux élèves ayant accompli au moins 9 ans d'enseignement primaire [lire : fondamental] en néerlandais pour ses écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Un élève qui fait appel au groupe prioritaire visé à l'article 253/44 ne peut pas se servir de la priorité, visée au présent article.

§ 2. Le Gouvernement flamand détermine la manière dont l'élève peut prouver qu'il satisfait aux critères de ce groupe prioritaire.

§ 3. Une autorité scolaire fixe pour ses écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale le nombre d'élèves envisagé pour l'inscription par priorité d'élèves qui ont suivi de l'enseignement fondamental en langue néerlandaise pendant au moins 9 ans.

Le nombre d'élèves, visé à l'alinéa premier, doit être axé sur l'acquisition ou le maintien de 15 % d'élèves dans l'école qui ont suivi de l'enseignement fondamental en langue néerlandaise pendant au moins 9 ans.

Le nombre d'élèves, visé à l'alinéa premier, peut être fixé par une autorité scolaire jusqu'aux niveaux visés à l'article 253/42 ».

B.3.1. L'article VII.1 du décret attaqué prévoit que celui-ci entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019. Les articles III.46 et VI.3 prévoient que les articles III.55, VI.18 et VI.19 s'appliquent aux inscriptions comme élève régulier pour la fréquentation des cours à partir de l'année scolaire 2020-2021. Ces dispositions ne font pas l'objet des recours en annulation présentement examinés.

B.3.2. Les articles 2 et 4 du décret de la Communauté flamande du 22 novembre 2019 « modifiant divers décrets, en ce qui concerne la modification du droit d'inscription » fixent l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions attaquées à l'année scolaire 2021-2022. Ensuite, les articles 38 et 39 du décret de la Communauté flamande du 8 mai 2020 « contenant des mesures temporaires urgentes dans le domaine de l'enseignement suite à la crise du coronavirus » modifient à nouveau leur entrée en vigueur et reportent celle-ci à l'année scolaire 2022-2023. Enfin, le décret de la Communauté flamande du 25 juin 2021 « contenant des mesures temporaires urgentes dans le domaine de l'enseignement suite à la crise du coronavirus (VIII) », par ses articles 12 et 13, prévoit que ces mesures n'entreront en vigueur que pour l'année scolaire 2023-2024.

B.4. Les dispositions attaquées ont essentiellement pour objet de relever, pour les écoles néerlandophones situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, de 55 à 65 le pourcentage de places réservées en priorité aux élèves dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais, tant dans l'enseignement fondamental que dans l'enseignement secondaire. Par ailleurs, l'article VI.19 précité introduit, pour les mêmes écoles, une nouvelle priorité, pour 15 % des places disponibles dans l'enseignement secondaire, au bénéfice des élèves ayant accompli au moins neuf ans d'enseignement fondamental en néerlandais.

B.5.1. Les dispositions attaquées, en ce qui concerne l'enseignement fondamental, sont justifiées comme suit :

« Pour les écoles situées à Bruxelles, les dispositions sont les mêmes que pour les écoles situées en Flandre [...], mais, compte tenu du contexte spécifique de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, le décret prévoit la disposition complémentaire selon laquelle - après la priorité accordée aux enfants appartenant à la même unité de vie (' la fratrie ') et aux enfants dont un parent est membre du personnel de l'école - 65 % des places prioritaires sont accordées aux élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais.

Dans le décret relatif à l'enseignement XX, un nouveau régime a été prévu en ce qui concerne la priorité accordée aux néerlandophones de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Cette modification visait en premier lieu à objectiver ' le fait d'être néerlandophone '. D'où l'introduction de la condition relative au diplôme (ou équivalences). Nous sommes attachés à ce critère objectif. Le fait qu'un des parents détienne un diplôme en langue néerlandaise ne garantit toutefois pas que l'enfant concerné parle le néerlandais avec ce parent. Le fait qu'un des parents ait un diplôme en langue néerlandaise garantit, par contre, que ce parent a une certaine implication dans la communauté néerlandophone, qu'il pourra communiquer avec l'école dans une mesure suffisante (journal de classe, bulletins, communications de l'école, échanges de communications - etc.) et qu'il maîtrise suffisamment le néerlandais pour pouvoir aider l'enfant à faire ses devoirs. Il s'indique d'intégrer aussi ces éléments de cette manière dans le décret.

Le relèvement du pourcentage doit [renforcer] la protection de l'égalité des chances en matière d'enseignement et d'inscription pour les néerlandophones et la préservation du caractère néerlandophone de l'enseignement financé ou subventionné par la Communauté flamande dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1747/1, pp. 39-40).

B.5.2. Les dispositions attaquées, en ce qui concerne l'enseignement secondaire, sont justifiées comme suit :

« Pour l'enseignement secondaire ordinaire dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale aussi, c'est le même constat : la très grande majorité des dispositions sont les mêmes que pour l'enseignement secondaire ordinaire dans la région de langue néerlandaise, à l'exception de quelques dispositions complémentaires :

a) après la priorité accordée aux enfants appartenant à la même unité de vie et aux enfants dont un parent est membre du personnel de l'école, 65 % des places prioritaires sont accordées à des élèves dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais. Cette augmentation doit [renforcer] la protection de l'égalité des chances en matière d'enseignement et d'inscription pour les néerlandophones et la préservation du caractère néerlandophone de l'enseignement financé ou subventionné par la Communauté flamande dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

b) après la priorité mentionnée au point a), 15 % supplémentaires des places prioritaires sont accordées aux enfants qui ont suivi 9 années dans l'enseignement fondamental néerlandophone. Cette priorité doit être appliquée à partir des préinscriptions pour des inscriptions de l'année scolaire 2020-2021 au plus tard. Le législateur décréte opte pour cette nouvelle priorité parce que cela renforce le droit d'inscription dans l'enseignement secondaire néerlandophone dans les écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale d'élèves dont les parents ne maîtrisent pas suffisamment le néerlandais, mais qui, dès le début, ont suivi l'enseignement fondamental en langue néerlandaise;

c) en ce qui concerne les préinscriptions pour des inscriptions de l'année scolaire 2019-2020, la plate-forme locale de concertation Bruxelles-Capitale peut introduire une proposition de classement alternative auprès du Gouvernement flamand. Cette mesure transitoire doit permettre à la plate-forme locale de concertation d'adapter son système de classement complexe à la nouvelle réglementation (compte tenu des 65 % de places prioritaires accordées aux élèves ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais, des 15 % supplémentaires de places prioritaires accordées aux enfants qui ont suivi 9 années dans l'enseignement fondamental néerlandophone et des 20 % de places prioritaires accordées aux groupes sous-représentés);

d) comme pour les écoles situées dans la région de langue néerlandaise, le Gouvernement flamand peut définir des zones de capacité pour lesquelles les écoles situées dans ces zones sont tenues d'organiser une procédure de préinscription conjointe pour toutes leurs écoles et implantations. La zone d'action de la plate-forme locale de concertation Bruxelles-Capitale devient zone de capacité à partir de l'année scolaire 2019-2020 » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1747/1, p. 40).

B.5.3. Le Conseil d'État a rendu un avis sur le projet de décret. À propos de la création d'une priorité supplémentaire dans l'enseignement secondaire, celui-ci estime que :

« les auteurs de la proposition seraient bien avisés de justifier cette mesure de manière plus circonstanciée lors des débats parlementaires. Ils devront notamment démontrer que le critère de distinction est pertinent par rapport à l'objectif de la mesure. En outre, ils devront démontrer que cette nouvelle priorité, lue en combinaison avec la priorité déjà existante, ne conduirait pas à ce que le nombre d'élèves auxquels la priorité était accordée soit à ce point élevé que cela reviendrait pour la Communauté flamande à s'exonérer d'une part de la prise en charge des enfants qui ne parlent ni le français ni le néerlandais à la maison » (Avis du Conseil d'État n° 64.586/1 du 12 décembre 2018, *Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1747/3, p. 14).

En ce qui concerne le relèvement de 55 à 65 % des élèves pouvant bénéficier de la priorité instaurée au bénéfice des enfants dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais, le Conseil d'État indique :

« Dans le commentaire (p. 40), l'augmentation du pourcentage n'est justifiée que de manière très générale. [...] Cette justification n'indique pas en quoi l'augmentation répond à un ' besoin réel '. À supposer que ce qui vaut pour la plate-forme locale de concertation vaille aussi pour le législateur décréte, le pourcentage des places prioritaires ne peut en outre pas être fixé à un niveau à ce point élevé que cela reviendrait pour la Communauté flamande à s'exonérer d'une part de la prise en charge des enfants qui ne parlent ni le néerlandais ni le français à la maison. Rien, dans le commentaire, n'indique que les écoles qui dépendent de la Communauté flamande seront en mesure d'accueillir suffisamment lesdits élèves. Dans un tel cas, la Communauté flamande violerait en effet le principe de la loyauté fédérale.

Les auteurs de la proposition ou le Gouvernement flamand seraient dès lors bien avisés de justifier l'augmentation de ce pourcentage de manière plus circonstanciée lors des débats parlementaires, à la lumière de la situation et des besoins réels dans l'enseignement bruxellois » (Avis du Conseil d'État n° 64.586/1 du 12 décembre 2018, *Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1747/3, p. 15).

*Quant à la recevabilité*

B.6. Le Gouvernement flamand soulève l'irrecevabilité partielle des recours en annulation en ce qui concerne les parties de dispositions contre lesquelles aucun grief n'est effectivement dirigé.

B.7.1. La Cour détermine l'étendue du recours en annulation en fonction du contenu de la requête et en particulier sur la base de l'exposé des moyens. La Cour limite son examen aux dispositions contre lesquelles des griefs sont effectivement dirigés.

B.7.2. Il ressort de l'exposé des moyens que les critiques formulées par les parties requérantes visent exclusivement la priorité relative aux élèves dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais, relevée à 65 % des places dans l'enseignement secondaire en faveur des élèves qui ont suivi un parcours d'enseignement fondamental en langue néerlandaise pendant au moins neuf ans.

B.8. La Cour limite donc son examen aux parties des dispositions attaquées qui visent les éléments mentionnés en B.7.2.

*Quant au fond*

B.9. Les parties requérantes invoquent plusieurs moyens, pris tantôt de la violation des règles répartitrices de compétences, tantôt de la violation de plusieurs dispositions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle.

B.10. La Cour examine d'abord les moyens pris de la violation des règles répartitrices de compétences.

*En ce qui concerne les moyens pris de la violation des règles répartitrices de compétences*

*Le premier moyen dans l'affaire n° 7351*

B.11. Le Gouvernement de la Communauté française prend un moyen de la violation, par les dispositions attaquées, de l'article 127, § 2, de la Constitution, en ce que le législateur décretaal flamand s'adresse aux élèves néerlandophones de Bruxelles et non aux institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté flamande.

B.12. L'article 127 de la Constitution dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Les Parlements de la Communauté française et de la Communauté flamande, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret :

1<sup>o</sup> les matières culturelles;

2<sup>o</sup> l'enseignement, à l'exception :

a) de la fixation du début et de la fin de l'obligation scolaire;

b) des conditions minimales pour la délivrance des diplômes;

c) du régime des pensions;

3<sup>o</sup> la coopération entre les communautés, ainsi que la coopération internationale, y compris la conclusion de traités, pour les matières visées aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, arrête les matières culturelles visées au 1<sup>o</sup>, les formes de coopération visées au 3<sup>o</sup>, ainsi que les modalités de conclusion de traités, visée au 3<sup>o</sup>.

§ 2. Ces décrets ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté ».

B.13. Ainsi qu'il ressort du texte des nouveaux articles 37/40, § 1<sup>er</sup>, et 37/58, § 1<sup>er</sup>, du décret de la Communauté flamande du 25 février 1997 et des nouveaux articles 295/8, § 1<sup>er</sup>, 253/44, § 1<sup>er</sup>, et 253/45, § 1<sup>er</sup>, du Code flamand de l'enseignement secondaire, et ainsi qu'il est expliqué dans les travaux préparatoires cités en B.5.1 et B.5.2, le décret du 17 mai 2019 enjoint aux autorités scolaires de respecter un ordre de priorités lors de l'inscription des élèves préinscrits au cours de la période de préinscription, et en fixe les modalités. Deux de ces priorités sont attaquées dans le cadre des recours en annulation présentement examinés.

B.14.1. En vertu de l'article 127, § 2, de la Constitution, les décrets qui règlent l'enseignement ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté.

B.14.2. Les autorités scolaires visées par le décret attaqué peuvent être considérées comme des « institutions » pouvant relever exclusivement de la compétence d'une communauté, au sens de l'article 127, § 2, de la Constitution. Elles relèvent dès lors, pour cette matière, de la compétence de la Communauté flamande.

B.15. Le premier moyen dans l'affaire n° 7351 n'est pas fondé.

*Le quatrième moyen dans l'affaire n° 7351*

B.16. Le Gouvernement de la Communauté française prend un moyen de la violation des articles 30 et 127, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et § 2, de la Constitution et de l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles par les dispositions attaquées, en ce que ces dernières portent atteinte à la liberté de l'emploi des langues, ainsi qu'aux garanties dont les francophones bénéficient dans les communes de la périphérie.

B.17. En relevant de 55 à 65 le pourcentage prioritaire pour les élèves dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais ainsi qu'en instaurant une priorité supplémentaire pour les élèves qui ont suivi neuf années d'enseignement fondamental en néerlandais, les dispositions attaquées ne sont pas des dispositions qui règlent l'emploi des langues, mais des dispositions qui règlent l'enseignement, au sens de l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la Constitution. Les dispositions attaquées relèvent dès lors de la compétence du législateur décréteur.

B.18. L'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, inséré par l'article 9 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 puis modifié par l'article 2 de la loi spéciale du 19 juillet 2012, dispose :

« Les décrets, règlements et actes administratifs des communautés et des régions et les actes, règlements et ordonnances des pouvoirs locaux ne peuvent porter préjudice aux garanties existantes au 14 octobre 1982 dont bénéficient les francophones dans les communes citées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, ainsi que celles dont bénéficient les néerlandophones, les francophones et germanophones dans les communes citées à l'article 8 des mêmes lois ».

L'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, tel qu'il a été modifié par l'article 2 de la loi du 23 décembre 1970, dispose :

« Sont dotées d'un statut propre, les communes de Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel et Wezembeek-Oppeem.

En vue de l'application des dispositions suivantes et notamment celles du chapitre IV, ces communes sont considérées comme des communes à régime spécial. Elles sont dénommées ci-après 'communes périphériques' ».

B.19.1. Les travaux préparatoires de l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 indiquent que celle-ci « vise à garantir aux communes de la périphérie et aux communes à facilités que les garanties existant actuellement seront maintenues intégralement, même après la régionalisation de la loi communale organique et électorale » (*Doc. parl., Sénat, 2000-2001, n° 2-709/1, p. 21*), et que, par l'utilisation du terme « garanties », le législateur visait « l'ensemble des dispositions actuellement en vigueur qui organisent un régime spécifique au profit des particuliers cités dans le texte et, de manière générale, [...] toute disposition qui peut être identifiée comme protégeant les particuliers et, notamment, les mandataires publics dans les communes visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées » (*Doc. parl., Chambre, 2000-2001, DOC 50-1280/003, p. 10; voy. aussi Doc. parl., Sénat, 2000-2001, n° 2-709/7, pp. 11-12*).

B.19.2. Si l'article 2 de la loi spéciale du 19 juillet 2012 « modifiant l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 5bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises » a modifié l'article 16bis, en opérant une « actualisation » au 14 octobre 2012 de la clause de « *standstill* » contenue dans cette disposition (*Doc. parl., Sénat, 2011-2012, n° 5-1566/1, p. 1 et n° 5-1563/4, p. 10*), et a expressément précisé que cette clause de « *standstill* » s'applique aux communautés et aux pouvoirs locaux (*Doc. parl., Sénat, 2011-2012, n° 5-1566/1, p. 3 et n° 5-1563/4, pp. 11 et 39*), il n'a toutefois pas modifié les bénéficiaires des « garanties existantes », conçus, dès l'adoption de l'article 16bis, comme les particuliers dans les communes visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

B.19.3. Il n'apparaît pas en quoi le décret attaqué porte atteinte aux garanties spécifiques que l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 offre aux francophones dans les communes périphériques.

B.20. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 7351 n'est pas fondé.

*En ce qui concerne les moyens pris de la violation des dispositions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle*

*Le premier moyen dans l'affaire n° 7350 et le deuxième moyen dans l'affaire n° 7351*

B.21. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement de la Communauté française prennent un moyen de la violation, par les dispositions attaquées, des articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution. Dans la première branche de ces moyens, les parties requérantes allèguent que les dispositions attaquées, en relevant de 55 à 65 le pourcentage du régime de priorité existant pour les élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais, créent une différence de traitement injustifiée entre les élèves, fondée sur la « langue familiale ». Dans la seconde branche de ces moyens, elles soutiennent que l'introduction d'une priorité supplémentaire de 15 % au profit des élèves qui ont suivi neuf années d'enseignement fondamental en néerlandais crée une différence de traitement injustifiée entre les élèves de l'enseignement secondaire.

*Le relèvement du pourcentage de la priorité relative aux élèves dont au moins un parent maîtrise le néerlandais dans une mesure suffisante*

B.22. Les parties requérantes soutiennent que le relèvement du pourcentage de la priorité relative aux élèves dont un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais est contraire aux articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution, en ce qu'il crée une différence de traitement injustifiée entre les « enfants néerlandophones et les enfants allophones ».

En ce que les parties requérantes renvoient à la langue de l'enfant, il convient d'observer que les dispositions attaquées prévoient la priorité sur la base de la circonstance qu'au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais.

B.23.1. Le Gouvernement flamand soutient que le moyen est irrecevable, dès lors que la différence de traitement existait déjà avant l'entrée en vigueur du décret attaqué.

B.23.2. Il est exact que le régime de priorité en faveur des élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais a été instauré par un ancien décret, que le décret attaqué n'a pas modifié. Il n'en reste pas moins que la disposition attaquée modifie les conditions auxquelles cette priorité peut être reconnue.

B.23.3. L'exception est rejetée.

B.24.1. Pour justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, une différence de traitement entre les élèves, il ne suffit pas que cette différence de traitement repose, comme en l'espèce, sur des critères objectifs; il doit être démontré qu'à l'égard de la matière réglée, cette distinction est pertinente au regard de l'objectif poursuivi par la disposition attaquée et qu'elle ne porte pas une atteinte disproportionnée aux droits de certaines catégories de parents et de leurs enfants.

B.24.2. Parmi ces droits figure la liberté de choix des parents en matière d'enseignement, garantie par l'article 24, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution. Cette liberté ne leur confère cependant pas un droit inconditionnel à obtenir, pour leur enfant, une inscription dans l'établissement de leur choix, le législateur décréteil disposant à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation pour tenir compte de la diversité des situations, qui peuvent mettre en jeu les intérêts parfois antagonistes des usagers concernés, auxquels il faut ajouter des contraintes objectives, comme en l'espèce la capacité d'accueil des établissements d'enseignement.

B.25. Comme il est dit en B.5, par les dispositions attaquées, le législateur décréteil vise à augmenter la protection de l'égalité des chances en matière d'enseignement et d'inscription pour les élèves dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais, ainsi qu' à renforcer le caractère néerlandophone de l'enseignement financé ou subventionné par la Communauté flamande dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Ces objectifs sont légitimes.

B.26. La mesure attaquée consiste en un relèvement général de 55 à 65 % des places qui doivent être affectées en priorité aux élèves dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais.

En effectuant le relèvement précité, le législateur décréteil entend augmenter le nombre de places disponibles pour les élèves qui entrent en considération pour cette catégorie prioritaire, de sorte que leurs chances d'inscription augmentent également.

Le législateur décréteil vise par là à favoriser la continuité et les chances de réussite du parcours scolaire de l'élève, mais également à encourager le suivi, par les parents, du parcours de leur enfant (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1747/1, p. 39). Par ailleurs, le législateur décréteil entend également renforcer de cette manière le développement de la langue néerlandaise de tous les élèves dans les écoles néerlandophones situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, y compris des élèves dont la langue familiale n'est pas le néerlandais.

B.27. Ainsi que la Cour l'a jugé par son arrêt n° 7/2012 du 18 janvier 2012, un relèvement du pourcentage prioritaire pour les élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais doit répondre à un besoin réel et il convient aussi de veiller à ce que ce pourcentage ne soit pas fixé à un niveau à ce point élevé que les écoles qui relèvent de la Communauté flamande ne seraient pas tenues d'accueillir une part équitable des enfants « dont les parents n'ont ni le néerlandais ni le français comme langue familiale » (arrêt n° 7/2012 du 18 janvier 2012, B.21.5).

B.28.1. Il ressort des données que le Gouvernement flamand a produites à la demande de la Cour qu'il existe, pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, dans l'enseignement fondamental et secondaire néerlandophone en région bilingue de Bruxelles-Capitale, un déséquilibre entre le nombre de places libres disponibles et le nombre de préinscriptions après l'inscription des élèves qui entrent en considération pour bénéficier du régime prioritaire accordé aux élèves relevant de la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit et aux élèves dont un parent est membre du personnel. Ainsi, le nombre de places libres disponibles pour la classe d'entrée dans l'enseignement fondamental s'élève, pour l'année scolaire 2020-2021, à 1 683, au regard d'un nombre total de 2 721 préinscriptions. En ce qui concerne l'année scolaire 2021-2022, il s'agit de 1 720 places libres disponibles pour la classe d'entrée pour 2 514 préinscriptions. Dans l'enseignement secondaire également, le nombre de préinscriptions est supérieur au nombre de places disponibles (2 253 contre 1 816 pour l'année scolaire 2020-2021, et 2 275 contre 1 861 pour l'année scolaire 2021-2022).

En outre, il apparaît des mêmes données que la proportion des élèves issus de familles dans lesquelles au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, est de 26 % en ce qui concerne l'enseignement maternel pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, de 28 % en ce qui concerne l'enseignement primaire pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022 et respectivement de 38 % et 37 % en ce qui concerne l'enseignement secondaire pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022. Or, cette proportion, au cours de l'année scolaire 1991-1992, s'élevait à 57,9 % en ce qui concerne l'enseignement maternel, à 72,5 % en ce qui concerne l'enseignement primaire et à 93,7 % en ce qui concerne l'enseignement secondaire.

En résumé, il apparaît que seule une minorité des élèves qui sont inscrits dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire néerlandophone en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui sont domiciliés à Bruxelles appartiennent à une famille dont un des parents au moins maîtrise le néerlandais. La mesure attaquée augmente dès lors, pour ces mêmes élèves, les chances de trouver, à proximité de leur domicile, une école néerlandophone.

B.28.2. Le Gouvernement flamand relève que certains établissements scolaires situés dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale subissent une demande croissante qui met en péril l'accès à ces établissements pour les enfants dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais. Ainsi, pour l'année scolaire 2020-2021, l'on dénombre 8 établissements d'enseignement fondamental (sur un total de 157) et 5 établissements d'enseignement secondaire (sur un total de 39), dans lesquels le nombre de candidats dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais est nettement plus élevé que le nombre de places prioritaires.

Même si les données chiffrées attestent que le contingent de 55 % n'est atteint que dans un nombre limité d'écoles de l'enseignement fondamental et secondaire en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que le nombre de candidats excède dès lors le nombre de places libres au sein du groupe prioritaire pour les élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais, le Gouvernement flamand a pu raisonnablement estimer qu'il existait un besoin réel et qu'il était nécessaire, pour ces écoles, de relever le pourcentage prioritaire pour le groupe prioritaire concerné.

B.29.1. Eu égard au large pouvoir d'appréciation dont il dispose, le législateur décréteil a pu considérer qu'il était opportun d'adopter des mesures qui concernent l'ensemble de son enseignement en région bilingue de Bruxelles-Capitale plutôt que de laisser à la plate-forme locale de concertation de Bruxelles le soin de relever les pourcentages prioritaires pour les élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais.

B.29.2. En outre, l'existence d'un manque de capacité dans une école déterminée est liée à des données démographiques et socio-économiques, comme la popularité de l'école ainsi que l'ampleur et la composition de la hausse de la population. Toutefois, ces données sont éminemment variables. En prévoyant un régime uniforme pour toutes les écoles néerlandophones situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et non au niveau des écoles individuelles, le législateur décréteil a voulu éviter que les pourcentages prioritaires doivent régulièrement être modifiés.

B.29.3. De plus, au regard du souci de renforcer l'emploi du néerlandais, qui est la langue d'enseignement, dans l'enseignement financé ou subventionné par la Communauté flamande dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, il n'est pas déraisonnable de recourir à l'adoption d'une mesure générale.

B.30.1. Les données chiffrées que le Gouvernement flamand a produites à la demande de la Cour ne permettent pas de conclure que les écoles qui dépendent de la Communauté flamande ne seraient pas en mesure d'accueillir une part équitable des élèves qui n'ont ni le néerlandais ni le français comme langue familiale.



Il ressort en effet de ces données que la proportion des élèves qui n'ont ni le néerlandais ni le français comme langue familiale dans l'enseignement maternel néerlandophone dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale s'élève à 19 % pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022.

En ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire néerlandophone, cette proportion s'élève à 21 % pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022.

Il ressort de ce qui est dit en B.28.1 que la proportion d'élèves de familles dont au moins un parent maîtrise le néerlandais s'élève, en région bilingue de Bruxelles-Capitale, à 26 % en ce qui concerne l'enseignement maternel pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, à 28 % en ce qui concerne l'enseignement primaire pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, et respectivement à 38 % et à 37 % en ce qui concerne l'enseignement secondaire pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022.

La proportion des familles dont au moins un parent parle le français et aucun parent le néerlandais s'élève quant à elle respectivement à 54 % et à 53 % en ce qui concerne l'enseignement maternel pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, à 50 % en ce qui concerne l'enseignement primaire pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022 et à 42 % en ce qui concerne l'enseignement secondaire pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022.

Lorsque la proportion des familles dans lesquelles l'on ne parle ni le néerlandais ni le français dans l'enseignement maternel néerlandophone dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale est comparée à la proportion des familles dans lesquelles au moins un parent parle le français et aucun parent ne parle le néerlandais, il convient de constater que l'enseignement néerlandophone dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale est en mesure d'accueillir une part équitable d'élèves qui n'ont ni le néerlandais ni le français comme langue familiale.

B.30.2. Ce constat se trouve renforcé par la circonstance que la mesure attaquée porte sur un régime prioritaire et non sur une règle d'exclusion. Il n'empêche pas que des parents d'élèves qui n'ont pour langue familiale ni le néerlandais ni le français se présentent dans un établissement scolaire néerlandophone dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale pour lequel le pourcentage prioritaire n'est pas entièrement atteint. Ainsi qu'il ressort du B.28.2, le contingent existant de 55 % n'est pas atteint dans la majorité des écoles néerlandophones dans l'enseignement primaire et secondaire qui sont situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, de sorte que ces places libérées, qui représentent donc plus des 35 % des places restantes sous le nouveau contingent de 65 %, peuvent être occupées par des élèves qui n'ont pour langue familiale ni le néerlandais ni le français. Le relèvement du pourcentage prioritaire ne met donc pas en péril l'accès même à l'enseignement néerlandophone. Les élèves qui, en raison de la règle de priorité attaquée, ne peuvent être inscrits dans une école néerlandophone déterminée qui bénéficie de la préférence de leur(s) parent(s) seront par ailleurs, avec l'assistance de la plateforme de concertation locale, orientés vers une autre école néerlandophone.

B.30.3. Le décret attaqué confirme également les règles de priorité existantes pour les élèves qui relèvent de la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit ainsi que pour les élèves dont un parent est membre du personnel de l'école. Ces règles étaient appliquées avant l'entrée en vigueur de la règle de priorité pour les élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais.

B.30.4. Enfin, l'article 253/46 du Code flamand de l'Enseignement secondaire, tel qu'il a été inséré par l'article VI.20 du décret du 17 mai 2019, dispose que, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2022, en ce qui concerne les inscriptions pour les années scolaires 2023-2024 ou ultérieures, une autorité scolaire de l'enseignement secondaire peut choisir de donner, dans une ou plusieurs de ses écoles, et pour un maximum de 20 % de la capacité fixée, la priorité à un ou plusieurs groupes sous-représentés. Il s'agit d'un ou de plusieurs groupes d'élèves qui, sur la base d'une ou de plusieurs caractéristiques objectives, comme le statut socio-économique de l'élève ou la distance jusqu'à l'école, sont relativement sous-représentés dans l'école par rapport à une population de référence.

L'article 37/60 du décret de la Communauté flamande du 25 février 1997, tel qu'il a été inséré par l'article V.20 du décret du 17 mai 2019 et remplacé par l'article 18 du décret du 18 février 2022 « modifiant le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental et le Code de l'Enseignement secondaire du 17 décembre 2010, en ce qui concerne le droit d'inscription dans l'enseignement ordinaire dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale » prévoit le même régime pour les autorités scolaires de l'enseignement primaire, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2022, en ce qui concerne les inscriptions pour l'année scolaire 2023-2024.

B.31. Il découle de ce qui précède que la différence de traitement énoncée en B.22 est raisonnablement justifiée.

B.32. En ce qu'ils concernent le relèvement de 55 à 65 % du pourcentage de la priorité accordée aux enfants dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais, le premier moyen dans l'affaire n° 7350 et le deuxième moyen dans l'affaire n° 7351 ne sont pas fondés.

*Pourcentage prioritaire pour les élèves ayant accompli au moins neuf ans d'enseignement fondamental en néerlandais*

B.33. L'article 253/45, § 1<sup>er</sup>, nouveau, du Code flamand de l'enseignement secondaire prévoit, pour les écoles néerlandophones situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, une priorité, équivalant à 15 % des places, pour les élèves ayant accompli au moins neuf ans d'enseignement fondamental en néerlandais. Selon les parties requérantes, cet article ferait naître une différence de traitement non raisonnablement justifiée entre les élèves, selon qu'ils remplissent cette condition ou non, et la disposition attaquée violerait les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution.

B.34. La différence de traitement repose sur des critères objectifs, à savoir, d'une part, la langue dans laquelle l'enseignement fondamental est suivi, en l'occurrence le néerlandais, et, d'autre part, le nombre d'années suivies dans cet enseignement.

B.35. Le critère selon lequel, en ce qui concerne les inscriptions dans l'enseignement secondaire, il est tenu compte de la langue dans laquelle l'enseignement fondamental a été suivi est pertinent à la lumière des objectifs poursuivis par le législateur décréteur, qui consistent à renforcer le droit d'inscription dans l'enseignement secondaire néerlandophone des élèves « qui ont, dès le commencement, suivi l'enseignement fondamental en néerlandais » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1747/1, p. 40).

En accordant une priorité à ces élèves, le législateur décréteur renforce les possibilités de scolarisation en néerlandais des élèves dont les parents ne maîtrisent pas suffisamment le néerlandais mais qui ont délibérément choisi l'enseignement fondamental néerlandophone. La disposition attaquée répond ainsi au « point de vue pédagogique consistant à garantir aux enfants qui commencent l'enseignement en néerlandais qu'ils pourront aussi y achever leur parcours scolaire, s'ils le souhaitent » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1747/10, p. 10).

En ce qui concerne le caractère néerlandophone de l'enseignement organisé à Bruxelles par la Communauté flamande, il peut être renvoyé à ce qui a été exposé en B.29.3.

B.36.1. La Cour doit encore examiner si la différence de traitement critiquée repose sur un critère de distinction pertinent, en ce qu'il est uniquement donné priorité aux élèves qui ont suivi au moins neuf années d'enseignement fondamental en néerlandais.

B.36.2. Le législateur décréte peut, à la lumière des objectifs qu'il poursuit, raisonnablement exiger un minimum d'années d'enseignement fondamental en néerlandais. En exigeant toutefois un parcours scolaire de neuf années au moins dans l'enseignement fondamental néerlandophone, le législateur décréte ne tient pas suffisamment compte de la circonstance que le début de l'obligation scolaire a été fixé à l'âge de cinq ans par la loi du 23 mars 2019 « modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire afin d'instaurer l'obligation scolaire à partir de l'âge de cinq ans ». Il en découle que, pour des motifs divers, les parents peuvent choisir de ne pas les faire débiter l'enseignement fondamental avant l'âge de 5 ans et que des élèves dont les parents font le choix conscient de les scolariser dans l'enseignement fondamental néerlandophone peuvent ne pas avoir accompli neuf années dans cet enseignement. Tel est par exemple le cas des élèves qui sont avancés d'une année.

Lors des travaux préparatoires de la proposition de décret qui est à l'origine du décret attaqué, des amendements ont par ailleurs été déposés afin que, eu égard à ces situations diverses, la durée minimale du régime prioritaire attaqué soit ramenée à cinq années dans l'enseignement néerlandophone (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1747/5, amendement n° 2, p. 3; *Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1747/12, amendement n° 51, p. 3). Ces amendements ont toutefois été rejetés (*Ann.*, Parlement flamand, 2018-2019, 20 décembre 2018, n° 17; *Ann.*, Parlement flamand, 2018-2019, 24 avril 2019, n° 31, p. 72).

B.36.3 Le nombre d'années requises doit donc être déterminé au regard de l'objectif poursuivi, qui est d'accorder la priorité aux élèves dont aucun des deux parents ne maîtrise suffisamment le néerlandais mais qui ont déjà accompli une part substantielle de leur scolarité dans l'enseignement fondamental néerlandophone, afin qu'ils puissent poursuivre leur enseignement dans l'école de leur choix.

B.37. En ce qu'il fixe à neuf années au moins le nombre d'années de parcours scolaire dans l'enseignement fondamental néerlandophone requises pour pouvoir bénéficier du régime prioritaire visé dans cet article, l'article VI.19 du décret de la Communauté flamande du 17 mai 2019 viole les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution. Dans cette mesure, il doit être annulé.

*Deuxième moyen dans l'affaire n° 7350 et cinquième moyen dans l'affaire n° 7351*

B.38. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement de la Communauté française prennent un moyen similaire de la violation de l'article 143 de la Constitution par les dispositions attaquées, et, dans le cas du Gouvernement de la Communauté française, du principe de proportionnalité, en ce que l'augmentation du pourcentage des places prioritaires accordées aux élèves dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais ainsi que la création d'une priorité supplémentaire de 15 % des places rejettent la charge d'enseignement relative aux élèves allophones sur l'enseignement francophone et rendraient de ce fait exagérément difficile l'exercice de leurs compétences par la Communauté française et la Commission communautaire française. Ce constat serait renforcé par le contexte d'augmentation substantielle de la population que connaît la région bilingue de Bruxelles et par une demande croissante d'inscriptions dans les établissements scolaires.

B.39. Dans son mémoire en réponse, le Collège de la Commission communautaire française estime que les compétences respectives des parties requérantes et de la Communauté flamande peuvent être considérées comme étant à ce point imbriquées qu'elles requièrent à tout le moins une concertation au sens de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.40.1. Le Gouvernement flamand soulève l'irrecevabilité de ce grief, en ce qu'il constitue un moyen nouveau et tardif.

B.40.2. Il n'appartient pas aux parties requérantes de modifier, dans leur mémoire en réponse, les moyens du recours tels qu'elles les ont elles-mêmes formulés dans la requête. Un grief qui, comme en l'espèce, est formulé dans un mémoire en réponse mais qui diffère de celui qui a été formulé dans la requête constitue dès lors un moyen nouveau et est irrecevable. La Cour ne doit donc pas examiner si les dispositions attaquées sont compatibles avec l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.41. L'article 143, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution dispose :

« Dans l'exercice de leurs compétences respectives, l'État fédéral, les communautés, les régions et la Commission communautaire commune agissent dans le respect de la loyauté fédérale, en vue d'éviter des conflits d'intérêts ».

Le respect de la loyauté fédérale suppose que, lorsqu'elles exercent leurs compétences, l'autorité fédérale et les entités fédérées ne perturbent pas l'équilibre de la construction fédérale dans son ensemble. La loyauté fédérale concerne plus que le simple exercice des compétences : elle indique dans quel esprit il doit avoir lieu.

Le principe de la loyauté fédérale, lu en combinaison avec le principe de proportionnalité, signifie que chaque législateur est tenu, dans l'exercice de sa propre compétence, de veiller à ce que, par son intervention, l'exercice des compétences des autres législateurs ne soit pas rendu impossible ou exagérément difficile.

B.42. L'on ne saurait déduire du simple fait que différentes autorités sont compétentes pour l'enseignement dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou qu'il soit question dans cette région d'un essor démographique considérable ou d'une pénurie croissante de places disponibles pour les élèves dans l'enseignement primaire et secondaire que le législateur, en adoptant les règles de priorité attaquées, aurait manqué à la loyauté fédérale ou aurait enfreint le principe de proportionnalité inhérent à l'exercice de toute compétence. Ces règles de priorité n'ont en effet pas pour conséquence de supprimer les places disponibles dans cette région. Elles tendent à instaurer une priorité d'accès aux établissements scolaires néerlandophones, mais elles n'influencent pas le nombre total de places disponibles. Cette mesure n'a donc pas pour effet de rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice de leurs compétences par les autres autorités compétentes en la matière dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. En outre, les dispositions attaquées n'empêchent pas la Communauté française et la Commission communautaire française d'éliminer des pénuries éventuelles dans l'enseignement francophone dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale en créant des places supplémentaires.

B.43. Les moyens ne sont pas fondés.

*Troisième moyen dans l'affaire n° 7351*

B.44. Le Gouvernement de la Communauté française prend un moyen de la violation, par les dispositions attaquées, des articles 10, 11 et 24, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution, en ce que le niveau B.2 d'exigence de connaissance du néerlandais serait devenu déraisonnable à la suite du relèvement généralisé du pourcentage des places prioritaires réservées aux élèves dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais.

B.45. Le relèvement du niveau minimal de connaissance linguistique requis d'au moins un parent, du niveau B1 au niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour les langues, n'a pas été instauré par les dispositions du décret du 17 mai 2019 qui font l'objet des recours en annulation présentement examinés, mais par l'article III.13 du décret de la Communauté flamande du 25 avril 2014 « relatif à l'enseignement XXIV », que l'article 110/5 du Code flamand de l'enseignement secondaire a modifié.

B.46. Par son arrêt n° 19/2017 du 16 février 2017, la Cour a déclaré non fondés les moyens pris de la violation des articles 10, 11 et 24, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution par le relèvement du niveau minimal de connaissance linguistique requis de la part d'au moins un parent, du niveau B1 au niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour les langues. La Cour a considéré :

« B.12.7. La mesure serait toutefois disproportionnée si elle exigeait d'au moins un des parents qu'il apporte la preuve de la maîtrise du néerlandais à un niveau minimum supérieur au niveau B.2. Elle serait également disproportionnée si cette preuve était exagérément difficile à produire, ce qu'il appartient au juge compétent de contrôler le cas échéant. Sous cette réserve, les dispositions attaquées ne portent pas, à l'égard des parents et des élèves qui n'appartiennent pas à la catégorie prioritaire attaquée, une atteinte disproportionnée aux droits garantis par les dispositions constitutionnelles et conventionnelles mentionnées en B.5 ».

B.47. Les dispositions attaquées ne modifient ni le niveau minimal de connaissance linguistique requis ni la manière dont cette connaissance peut être prouvée.

Par conséquent, les dispositions attaquées ne violent pas les articles 10, 11 et 24, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article VI.19 du décret de la Communauté flamande du 17 mai 2019 « portant modification du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, du Code de l'Enseignement secondaire du 17 décembre 2010 et de la Codification de certaines dispositions relatives à l'enseignement du 28 octobre 2016, en ce qui concerne le droit d'inscription » en ce qu'il fixe la période de parcours scolaire dans l'enseignement fondamental néerlandophone requise à au moins neuf années;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 14 juillet 2022.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président f.f.,

J.-P. Moerman

## GRONDWETTELIJK HOF

[2022/204387]

### Uittreksel uit arrest nr. 96/2022 van 14 juli 2022

Rolnummers 7350 en 7351

*In zake* : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 mei 2019 « houdende wijziging van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, van de Codex Secundair Onderwijs van 17 december 2010 en van de Codificatie sommige bepalingen voor het onderwijs van 28 oktober 2016, wat het inschrijvingsrecht betreft », ingesteld door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapsregering.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit rechter J.-P. Moerman, waarnemend voorzitter, en voorzitter L. Lavrysen, de rechters T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters en E. Bribosia, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus rechter R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van rechter J.-P. Moerman,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 januari 2020 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 27 januari 2020, heeft het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. Nihoul, advocaat bij de balie van Waals-Brabant, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen II.48, V.18, VI.18 en VI.19 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 mei 2019 « houdende wijziging van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, van de Codex Secundair Onderwijs van 17 december 2010 en van de Codificatie sommige bepalingen voor het onderwijs van 28 oktober 2016, wat het inschrijvingsrecht betreft » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 2019).

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 januari 2020 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 27 januari 2020, heeft de Franse Gemeenschapsregering, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. F. Tulkens, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van artikelen II.48, III.55, V.18, VI.18 en VI.19 van hetzelfde decreet.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 7350 en 7351 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

## II. In rechte

(...)

*Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context ervan*

B.1. De bepalingen die worden bestreden door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en door de Franse Gemeenschapsregering maken deel uit van de voorrangsregels die van toepassing zijn op inschrijvingen in het Nederlandstalig basis- en secundair onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

B.2.1. Bij artikel II.48 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 mei 2019 « houdende wijziging van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, van de Codex Secundair Onderwijs van 17 december 2010 en van de Codificatie [van] sommige bepalingen voor het onderwijs van 28 oktober 2016, wat het inschrijvingsrecht betreft » (hierna : het decreet van 17 mei 2019) wordt, in het decreet « basisonderwijs » van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997 (hierna : het decreet van 25 februari 1997), in hoofdstuk IV/2 « Recht op inschrijving in het buitengewoon onderwijs », ingevoegd bij artikel II.40 van het decreet van 17 mei 2019, een artikel 37/40 ingevoegd. Dat artikel bepaalt :

« Art. 37/40. § 1. Het schoolbestuur rangschikt de binnen de aanmeldingsperiode, zoals bepaald in artikel 37/39, aangemelde leerlingen, die behoren tot de volgende voorrangsgroepen bovenaan en respecteert daarbij onderstaande volgorde :

1° leerlingen die behoren tot dezelfde leefentiteit als een reeds ingeschreven leerling;

2° leerlingen met een ouder die personeelslid is van de school of van de scholen die de inschrijvingen van de ene naar de andere school laten doorlopen op basis van artikel 37/36, op voorwaarde dat er op het ogenblik van de inschrijving sprake is van een lopende tewerkstelling voor meer dan 104 dagen. Met personeelslid wordt bedoeld :

a) een personeelslid als vermeld in artikel 2 van het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs en in artikel 4 van het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, voor zover ze geaffecteerd zijn aan of aangesteld zijn in de school;

b) een personeelslid dat via een arbeidsovereenkomst werd aangeworven door een schoolbestuur en tewerkgesteld wordt in de school;

3° voor scholen, gelegen in tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, en tot het aandeel van 65 procent van de capaciteit van het betreffende niveau, zoals bepaald in artikel 37/37, bereikt is, leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, zoals bepaald in artikel 37/58;

4° een schoolbestuur kan voor zijn scholen een maximum van 50 procent van de capaciteit van het betreffende niveau, zoals bepaald in artikel 37/39, § 2, voorrang verlenen aan leerlingen die - uiterlijk op het moment van de effectieve lesbijwoning - verblijven of gebruikmaken van dat internaat of semi-internaat. Met internaat of semi-internaat wordt bedoeld :

a) internaten, als bepaald in deel III, hoofdstuk 4, afdeling 1, onderafdeling 2, van de Codificatie sommige bepalingen voor het onderwijs van 28 oktober 2016;

b) internaten met permanente openstelling als vermeld in hoofdstuk 6 van dezelfde codificatie;

c) semi-internaten, als bepaald in het koninklijk besluit van 21 augustus 1978 houdende organisatie van de semi-internaten in het buitengewoon onderwijs van de Staat en tot vaststelling van de personeelsnormen;

d) multifunctionele centra, als bepaald in het besluit van de Vlaamse Regering van 26 februari 2016 houdende erkenning en subsidiëring van multifunctionele centra voor minderjarige personen met een handicap, voor wat de functies dagopvang, verblijf, diagnostiek of intensieve behandeling betreft.

Indien de capaciteit, vermeld in artikel 37/37, eerste lid, of artikel 37/41, § 4, reeds bereikt werd binnen bovenstaande voorrangsgroepen worden de leerlingen uit de betreffende voorrangsgroep, geordend op basis van de afstand van het domicilieadres van de leerling tot de school of vestigingsplaats.

Indien de capaciteit, vermeld in artikel 37/37, eerste lid, of artikel 37/41, § 4, bereikt werd binnen de overige aangemelde leerlingen, worden de betreffende leerlingen geordend op basis van de afstand van het domicilieadres van de leerling tot de school of vestigingsplaats.

§ 2. Wanneer meerdere scholen of vestigingsplaatsen samen aanmelden worden de aangemelde leerlingen toegewezen aan de school of vestigingsplaats van de hoogste keuze die de ouders bij de aanmelding opgaven, waarbinnen de leerling een gunstige rangschikking heeft gekregen. De leerling wordt verwijderd uit de lijst van aangemelde leerlingen in de lager gerangschikte scholen of vestigingsplaatsen op zijn voorkeurslijst.

De Vlaamse Regering kan binnen de beschikbare begrotingskredieten middelen ter beschikking stellen voor gezamenlijke aanmeldingsprocedures ».

B.2.2. Bij artikel III.55 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 mei 2019, waarvan alleen de Franse Gemeenschap de vernietiging vordert, wordt, in deel V van de Vlaamse Codex Secundair Onderwijs (« Specifieke bepalingen betreffende het buitengewoon secundair onderwijs »), meer bepaald onder (« Onderafdeling 3. Organisatie van de inschrijvingen »), ingevoegd bij artikel III.51 van het voormelde decreet van 17 mei 2019, een artikel 295/8 ingevoegd. Dat artikel bepaalt :

« Art. 295/8. § 1. Het schoolbestuur rangschikt de binnen de aanmeldingsperiode, zoals bepaald in artikel 295/7, aangemelde leerlingen, die behoren tot de volgende voorrangsgroepen bovenaan en respecteert daarbij onderstaande volgorde :

1° leerlingen die behoren tot dezelfde leefentiteit als een reeds ingeschreven leerling;

2° leerlingen met een ouder die personeelslid is van de school of van de scholen die de inschrijvingen van de ene naar de andere school laten doorlopen op basis van artikel 295/3, op voorwaarde dat er op het ogenblik van de inschrijving sprake is van een lopende tewerkstelling voor meer dan 104 dagen. Met personeelslid wordt bedoeld :

a) een personeelslid als vermeld in artikel 2 van het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs en in artikel 4 van het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, voor zover ze geaffecteerd zijn aan of aangesteld zijn in de school;

b) een personeelslid dat via een arbeidsovereenkomst werd aangeworven door een schoolbestuur en tewerkgesteld wordt in de school;

3° voor scholen, gelegen in tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, en tot het aandeel van 65 procent van de capaciteit van het betreffende niveau, zoals bepaald in artikel 295/5, eerste lid, bereikt is, leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, zoals bepaald in artikel 253/46;

4° een schoolbestuur kan voor zijn scholen een maximum van 50 procent van de capaciteit van het betreffende niveau, zoals bepaald in artikel 295/5, eerste lid, voorrang verlenen aan leerlingen die - uiterlijk op het moment van de effectieve lesbijwoning - verblijven of gebruik maken van dat internaat of semi-internaat. Met internaat of semi-internaat wordt bedoeld :

a) internaten, als bepaald in deel III, hoofdstuk 4, afdeling 1, onderafdeling 2, van de Codificatie sommige bepalingen voor het onderwijs van 28 oktober 2016;

b) internaten met permanente openstelling, als vermeld in hoofdstuk 6 van dezelfde codificatie;

c) semi-internaten, als bepaald in het koninklijk besluit van 21 augustus 1978 houdende organisatie van de semi-internaten in het buitengewoon onderwijs van de Staat en tot vaststelling van de personeelsnormen;

d) multifunctionele centra, als bepaald in het besluit van de Vlaamse Regering van 26 februari 2016 houdende erkenning en subsidiëring van multifunctionele centra voor minderjarige personen met een handicap, voor wat de functies dagopvang, verblijf, diagnostiek of intensieve behandeling betreft.

Indien de capaciteit, vermeld in artikel 295/5, eerste lid, of artikel 295/9, § 4, reeds bereikt werd binnen bovenstaande voorrangsgroepen worden de leerlingen uit de betreffende voorrangsgroep, geordend op basis van de afstand van het domicilieadres van de leerling tot de school of vestigingsplaats.

Indien de capaciteit, vermeld in artikel 295/5, eerste lid, of artikel 295/9, § 4, bereikt werd binnen de overige aangemelde leerlingen, worden de betreffende leerlingen geordend op basis van de afstand van het domicilieadres van de leerling tot de school of vestigingsplaats.

§ 2. Wanneer meerdere scholen of vestigingsplaatsen samen aanmelden worden de aangemelde leerlingen toegewezen aan de school of vestigingsplaats van de hoogste keuze die de betrokken personen bij de aanmelding opgaven, waarbinnen de leerling een gunstige rangschikking heeft gekregen. De leerling wordt verwijderd uit de lijst van aangemelde leerlingen in de lager gerangschikte scholen of vestigingsplaatsen op zijn voorkeurslijst.

De Vlaamse Regering kan binnen de beschikbare begrotingskredieten middelen ter beschikking stellen voor gezamenlijke aanmeldingsprocedures ».

B.2.3. Bij artikel V.18 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 mei 2019 wordt, in het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997, in hoofdstuk IV/3 (« Recht op inschrijving in het gewoon onderwijs voor scholen gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad »), ingevoegd bij artikel V.1 van het voormelde decreet van 17 mei 2019, een artikel 37/58 ingevoegd. Dat artikel bepaalt :

« Art. 37/58. § 1. Met behoud van de toepassing van artikel 37/59, geven schoolbesturen voor hun scholen gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, voorrang aan leerlingen met minstens één ouder als vermeld in artikel 3, 41°, die het Nederlands in voldoende mate machtig is.

§ 2. Om van de voorrangsregeling, vermeld in paragraaf 1, gebruik te kunnen maken, toont de ouder op één van volgende wijzen aan dat hij het Nederlands in voldoende mate machtig is :

1° door het voorleggen van minstens het Nederlandstalig diploma van secundair onderwijs of daarmee gelijkwaardig Nederlandstalig studiebewijs;

2° door het voorleggen van het Nederlandstalig studiegetuigschrift van het tweede leerjaar van de derde graad van het secundair onderwijs of daarmee gelijkwaardig Nederlandstalig studiebewijs;

3° door het voorleggen van het bewijs dat hij het Nederlands beheerst minstens op niveau B2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen. Dit gebeurt op basis van één van volgende stukken :

a) een studiebewijs van door de Gemeenschap erkend, gefinancierd of gesubsidieerd onderwijs of een daarmee gelijkwaardig Nederlandstalig studiebewijs, dat het vereiste niveau van kennis van het Nederlands aantoont;

b) een attest van niveaubepaling uitgevoerd door een Huis van het Nederlands dat het vereiste niveau van kennis van het Nederlands aantoont;

c) door het voorleggen van het bewijs van minstens voldoende kennis van het Nederlands na het afleggen van een taalexamen bij het selectiebureau van de federale overheid;

4° door het voorleggen van het bewijs dat hij 9 jaar als regelmatige leerling onderwijs heeft gevolgd in het Nederlandstalige lager en secundair onderwijs. Dit gebeurt op basis van attesten daartoe uitgereikt door de betrokken schoolbesturen.

§ 3. Schoolbesturen bepalen voor hun scholen gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, het aantal leerlingen dat wordt vooropgesteld voor de inschrijving bij voorrang van leerlingen met minstens één ouder als vermeld in artikel 3, 41°, die het Nederlands in voldoende mate machtig is.

Dit aantal moet gericht zijn op het verwerven of het behoud van 65 % leerlingen in de school met minstens één ouder als vermeld in artikel 3, 41°, die het Nederlands in voldoende mate machtig is.

Het aantal leerlingen, vermeld in het eerste lid, zal door een schoolbestuur bepaald worden voor elke overeenkomstig artikel 37/55, § 1, door het schoolbestuur bepaalde capaciteit.

Het LOP maakt de bepaalde aantallen bekend aan alle belanghebbenden.

Een reeds ingeschreven leerling of een leerling die tot dezelfde leefentiteit behoort als een reeds ingeschreven leerling die op basis van de op het moment van zijn inschrijving geldende regelgeving werd beschouwd als een leerling met de thuistaal Nederlands, mag beschouwd worden als een leerling met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is als vermeld in paragraaf 1. Een reeds ingeschreven leerling of een leerling die tot dezelfde leefentiteit behoort als een reeds ingeschreven leerling die op basis van de op het moment van zijn inschrijving geldende regelgeving werd beschouwd als een leerling met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, wordt beschouwd als een leerling met minstens één ouder als vermeld in paragraaf 1.

§ 4. Leerlingen die naast de voorwaarde, vermeld in paragraaf 2, ook beantwoorden aan één of meerdere van de indicatoren, vermeld in artikel 37/60, tellen niet mee voor het bereiken van het in paragraaf 3 vermelde aantal. Deze leerlingen worden ingeschreven tot het contingent voor de leerlingen die beantwoorden aan één of meerdere van de indicatoren, vermeld in artikel 37/60, § 3, bereikt is ».

B.2.4. Bij artikel VI.18 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 mei 2019 wordt in deel IV van de Vlaamse Codex Secundair Onderwijs (« Specifieke bepalingen betreffende het voltijds gewoon secundair onderwijs »), meer bepaald onder afdeling 3 (« Organisatie van de inschrijvingen »), ingevoegd bij artikel VI.10 van het voormelde decreet van 17 mei 2019, een artikel 253/44 ingevoegd, dat bepaalt :

« Art. 253/44. § 1. Een schoolbestuur verleent, in voorkomend geval met behoud van de toepassing van artikel 253/43, voor zijn scholen, gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, voorrang aan leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is.

§ 2. Om van de voorrangsregeling, vermeld in paragraaf 1, gebruik te kunnen maken, toont de ouder op één van volgende wijzen aan dat hij het Nederlands in voldoende mate machtig is :

1° door het voorleggen van minstens het Nederlandstalig diploma van secundair onderwijs of daarmee gelijkwaardig Nederlandstalig studiebewijs;

2° door het voorleggen van het Nederlandstalig studiegetuigschrift van het tweede leerjaar van de derde graad van het secundair onderwijs of daarmee gelijkwaardig Nederlandstalig studiebewijs;

3° door het voorleggen van het bewijs dat hij het Nederlands beheerst op minstens niveau B2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen. Dit gebeurt op basis van één van volgende stukken :

a) een studiebewijs van door de Vlaamse Gemeenschap erkend, gefinancierd of gesubsidieerd onderwijs of een daarmee gelijkwaardig Nederlandstalig studiebewijs, dat het vereiste niveau van kennis van het Nederlands aantoonst;

b) een attest van niveaubepaling uitgevoerd door een Huis van het Nederlands dat het vereiste niveau van kennis van het Nederlands aantoonst;

c) door het voorleggen van het bewijs van minstens voldoende kennis van het Nederlands na het afleggen van een taalexamen bij het selectiebureau van de federale overheid;

4° door het voorleggen van het bewijs dat hij negen jaar als regelmatige leerling onderwijs heeft gevolgd in het Nederlandstalige lager en secundair onderwijs. Dit gebeurt op basis van attesten daartoe uitgereikt door de betrokken schoolbesturen.

§ 3. Een schoolbestuur bepaalt voor zijn scholen gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, het aantal leerlingen dat wordt vooropgesteld voor de inschrijving bij voorrang van leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is.

Het aantal leerlingen, vermeld in het eerste lid, moet gericht zijn op het verwerven of het behoud van 65 % leerlingen in de school met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is.

Het aantal leerlingen, vermeld in het eerste lid, kan door een schoolbestuur bepaald worden tot op de niveaus, vermeld in artikel 253/42.

Een reeds ingeschreven leerling of een leerling die tot dezelfde leefentiteit behoort als een reeds ingeschreven leerling die op basis van de op het moment van zijn inschrijving geldende regelgeving werd beschouwd als een leerling met de thuistaal Nederlands mag beschouwd worden als een leerling met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is als vermeld in paragraaf 1 ».

B.2.5. Bij artikel VI.19 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 mei 2019 wordt in deel IV van de Codex Secundair Onderwijs (« Specifieke bepalingen betreffende het voltijds gewoon secundair onderwijs »), meer bepaald onder afdeling 3 (« Organisatie van de inschrijvingen »), ingevoegd bij artikel VI.10 van het voormelde decreet van 17 mei 2019, een artikel 253/45 ingevoegd, dat bepaalt :

« Art. 253/45. § 1. Uiterlijk voor de aanmeldingen voor inschrijvingen in schooljaar 2020-2021 verleent een schoolbestuur, met behoud van de toepassing van artikel 253/43 en artikel 253/44, voor zijn scholen, gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, voorrang aan leerlingen die minstens 9 jaar Nederlandstalig basisonderwijs volgden.

Een leerling die gebruikmaakt van de voorrangsgroep, vermeld in artikel 253/44, kan geen gebruikmaken van de voorrang, vermeld in dit artikel.

§ 2. De Vlaamse Regering bepaalt de wijze waarop het voldoen aan deze voorrangsgroep aangetoond wordt.

§ 3. Een schoolbestuur bepaalt voor zijn scholen gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, het aantal leerlingen dat wordt vooropgesteld voor de inschrijving bij voorrang van leerlingen die minstens 9 jaar Nederlandstalig basisonderwijs volgden.

Het aantal leerlingen, vermeld in het eerste lid, moet gericht zijn op het verwerven of het behoud van 15 % leerlingen in de school die minstens 9 jaar Nederlandstalig basisonderwijs volgden.

Het aantal leerlingen, vermeld in het eerste lid, kan door een schoolbestuur bepaald worden tot op de niveaus, vermeld in artikel 253/42 ».

B.3.1. Artikel VII.1 van het bestreden decreet bepaalt dat dit decreet in werking treedt op 1 september 2019. De artikelen III.46 en VI.3 bepalen dat de artikelen III.55, VI.18 en VI.19 van toepassing zijn op de inschrijvingen als regelmatige leerling voor lesbijwoning vanaf het schooljaar 2020-2021. De voorliggende beroepen tot vernietiging zijn niet tegen die bepalingen gericht.

B.3.2. De artikelen 2 en 4 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 22 november 2019 « houdende wijziging van diverse decreten, wat de wijziging van het inschrijvingsrecht betreft » stellen de inwerkingtreding van alle bestreden bepalingen vast op het schooljaar 2021-2022. Vervolgens wijzigen de artikelen 38 en 39 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 8 mei 2020 « tot het nemen van dringende tijdelijke maatregelen in het onderwijs naar aanleiding van de coronacrisis » opnieuw de inwerkingtreding ervan en stellen zij die uit tot het schooljaar 2022-2023. Ten slotte bepaalt het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 juni 2021 « tot het nemen van dringende tijdelijke maatregelen in het onderwijs naar aanleiding van de coronacrisis (VIII) », bij de artikelen 12 en 13 ervan, dat die maatregelen pas voor het schooljaar 2023-2024 in werking zullen treden.

B.4. De bestreden bepalingen hebben hoofdzakelijk tot doel voor de Nederlandstalige scholen gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad het percentage voorrangplaatsen voor leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is te verhogen van 55 naar 65 % , zowel in het basisonderwijs als in het secundair onderwijs. Het voormelde artikel VI.19 voert ten aanzien van dezelfde scholen overigens een nieuwe voorrang in, a rato van 15 % van de in het secundair onderwijs beschikbare plaatsen, ten voordele van leerlingen die minstens negen jaar Nederlandstalig basisonderwijs hebben gevolgd.

B.5.1. De bestreden bepalingen worden, wat het basisonderwijs betreft, als volgt verantwoord :

« Voor scholen in Brussel zijn de bepalingen dezelfde als die voor scholen in Vlaanderen [...], maar gezien de specifieke context van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad is er de bijkomende bepaling dat - na de voorrang voor kinderen van dezelfde leefentiteit ( ' broers en zussen ' ) en kinderen van een ouder die personeelslid is van de school - er een voorrang is van 65 % voor leerlingen van wie minstens een van de ouders het Nederlands in voldoende mate machtig is.

In het decreet betreffende het onderwijs XX werd een nieuwe regeling ingeschreven ten aanzien van de voorrang voor Nederlandstaligen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. Deze wijziging had in de eerste plaats de bedoeling om het ' Nederlandstalig zijn ' te objectiveren. Vandaar de introductie van de diplomavooraarde (of gelijkwaardigheden). Aan dit objectief criterium houden we vast. Het gegeven dat één van de ouders een Nederlandstalig diploma heeft, geeft echter geen garantie dat het betrokken kind met die ouder Nederlands spreekt. Dat één van de ouders een Nederlandstalig diploma heeft, geeft wel een zekere garantie dat die ouder een zekere betrokkenheid heeft op de Nederlandstalige gemeenschap, dat die ouder in voldoende mate met de school zal kunnen communiceren (agenda, rapporten, mededelingen van de school, heen-en-weerschriftjes enzovoort) en in voldoende mate het Nederlands machtig is om het kind bij het schoolwerk te kunnen helpen. Het is aangewezen om dit ook op die wijze op te nemen in het decreet.

De verhoging van het percentage moet de bescherming van de gelijke onderwijs- en inschrijvingskansen van Nederlandstaligen en het behoud van het Nederlandstalig karakter van het door de Vlaamse Gemeenschap gefinancierd of gesubsidieerd onderwijs in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad [versterken] » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, nr. 1747/1, pp. 39-40).

B.5.2. De bestreden bepalingen werden, wat het secundair onderwijs betreft, als volgt verantwoord :

« Ook voor het gewoon secundair onderwijs in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad geldt dat het overgrote deel van de bepalingen dezelfde zijn als die voor het gewoon secundair onderwijs in het Nederlandse taalgebied, met uitzondering van enkele bijkomende bepalingen :

a) na de voorrang voor kinderen van dezelfde leefentiteit en kinderen van een ouder die personeelslid is van de school is er een voorrang van 65 % voor leerlingen van wie minstens een van de ouders het Nederlands in voldoende mate machtig. Deze verhoging moet de bescherming van de gelijke onderwijs- en inschrijvingskansen van Nederlandstaligen en het behoud van het Nederlandstalig karakter van het door de Vlaamse Gemeenschap gefinancierd of gesubsidieerd onderwijs in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad [versterken];

b) na de voorrang vermeld in a) is er een bijkomende voorrang van 15 % voor kinderen die 9 jaar Nederlandstalig basisonderwijs hebben gevolgd. Deze voorrang dient uiterlijk te worden toegepast vanaf de aanmeldingen voor de inschrijvingen voor schooljaar 2020-2021. De decreetgever kiest voor deze bijkomende voorrangsgroep omdat het leerlingen van ouders die het Nederlands niet in voldoende mate machtig zijn, maar wel van bij de start schoolliepen in het Nederlandstalig basisonderwijs versterkt in hun inschrijvingsrecht voor het Nederlandstalig secundair onderwijs in scholen in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

c) voor de aanmeldingen voor de inschrijvingen in schooljaar 2019-2020 kan het LOP Brussel-Hoofdstad een alternatief ordeningsvoorstel indienen bij de Vlaamse Regering. Deze overgangmaatregel moet het LOP in staat stellen om haar complexe ordeningssysteem (rekening houdend met de voorrang Nederlands van 65 % , de bijkomende voorrang van 15 % voor kinderen die 9 jaar Nederlandstalig basisonderwijs volgden en de voorrang voor ondervertegenwoordigde groepen van maximaal 20 % ) aan te passen aan de nieuwe regelgeving;

d) net zoals voor de scholen in het Nederlandse taalgebied kan de Vlaamse Regering capaciteitsgebieden bepalen waarbij scholen die gelegen zijn in dit gebied verplicht zijn voor al hun scholen en vestigingsplaatsen gezamenlijk een aanmeldingsprocedure te organiseren. Het werkingsgebied van het LOP Brussel-Hoofdstad is vanaf het schooljaar 2019-2020 capaciteitsgebied » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, nr. 1747/1, p. 40).

B.5.3. De Raad van State verstrekte een advies over het ontwerpdecreet. Wat de invoering van een bijkomende voorrang in het secundair onderwijs betreft, is hij van mening dat :

« [de] indieners van het voorstel [...] er goed aan [doen] om deze maatregel meer omstandig te verantwoorden tijdens de parlementaire bespreking. Zij zullen onder meer moeten aantonen dat het onderscheidingscriterium relevant is voor de doelstelling van de maatregel. Bovendien zullen ze moeten aantonen dat deze voorrangscategorie in combinatie met de reeds bestaande voorrangscategorie er niet toe leidt dat het aantal leerlingen waaraan voorrang wordt verleend dermate hoog ligt dat de scholen die afhangen van de Vlaamse Gemeenschap niet zouden zijn gehouden een billijk deel van kinderen waarvan de ouders noch het Nederlands, noch het Frans als thuistaal hebben, op te vangen » (Advies van de Raad van State nr. 64.586/1 van 12 december 2018, *Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, nr. 1747/3, p. 14).

Wat betreft de verhoging van 55 naar 65 % van de leerlingen die de voorrang kunnen genieten die werd ingevoerd ten voordele van kinderen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, vermeldt de Raad van State :

« In de toelichting (p. 40) wordt de verhoging van het percentage slechts zeer algemeen verantwoord. [...] Deze verantwoording geeft niet aan waarom de verhoging tegemoetkomt aan een ' reële behoefte '. Aangenomen dat wat voor de Lokaal Overlegplatform geldt, ook geldt voor de decreetgever mag het voorrangpercentage bovendien niet op een zodanig hoog niveau worden bepaald dat de scholen die afhangen van de Vlaamse Gemeenschap niet zouden zijn gehouden een billijk deel aan [lees : van] de kinderen die niet het Nederlands of het Frans als thuistaal hebben op te vangen. In de toelichting wordt nergens aangegeven dat de scholen die afhangen van de Vlaamse Gemeenschap in staat zullen zijn de genoemde leerlingen voldoende op te vangen. In dat geval zou de Vlaamse Gemeenschap immers het beginsel van de federale loyaliteit miskennen.

De indieners van het voorstel of de Vlaamse Regering doen er dan ook goed aan om tijdens de parlementaire bespreking de verhoging van het percentage meer omstandig te verantwoorden, in het licht van de werkelijke toestand en de werkelijke behoeften in het Brusselse onderwijs » (Advies van de Raad van State nr. 64.586/1 van 12 december 2018, *Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, nr. 1747/3, p. 15).

*Ten aanzien van de ontoankelijkheid*

B.6. De Vlaamse Regering werpt de gedeeltelijke niet-ontoankelijkheid van de beroepen tot vernietiging op wat betreft de onderdelen van bepalingen waartegen niet daadwerkelijk enige grief is aangewend.

B.7.1. Het Hof bepaalt de omvang van het beroep tot vernietiging aan de hand van de inhoud van het verzoekschrift en in het bijzonder op basis van de uiteenzetting van de middelen. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de bepalingen waartegen daadwerkelijk grieven zijn aangewend.

B.7.2. Uit de uiteenzetting van de middelen blijkt dat de door de verzoekende partijen geformuleerde kritieken uitsluitend betrekking hebben op de voorrang voor leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, die wordt opgetrokken tot 65 % van de plaatsen op alle onderwijsniveaus, alsook op de invoering van een nieuwe voorrang a rato van 15 % van de plaatsen in het secundair onderwijs ten voordele van leerlingen die gedurende minstens negen jaar Nederlandstalig basisonderwijs hebben gevolgd.

B.8. Het Hof beperkt dus zijn onderzoek tot de onderdelen van de bestreden bepalingen die betrekking hebben op de in B.7.2 vermelde elementen.

*Ten gronde*

B.9. De verzoekende partijen voeren verschillende middelen aan, die deels zijn afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels, en deels uit de schending van meerdere bepalingen beoogd in artikel 1, 2° en 3°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof.

B.10. Het Hof onderzoekt eerst de middelen die zijn afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels.

*Wat betreft de middelen die zijn afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels*

*Het eerste middel in de zaak nr. 7351*

B.11. De Franse Gemeenschapsregering leidt een middel af uit de schending, door de bestreden bepalingen, van artikel 127, § 2, van de Grondwet, in zoverre de Vlaamse decreetgever zich richt tot de Nederlandstalige leerlingen van Brussel en niet tot de instellingen gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun activiteiten, moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de Vlaamse Gemeenschap.

B.12. Artikel 127 van de Grondwet bepaalt :

« § 1. De Parlementen van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap regelen, elk voor zich, bij decreet :

1° de culturele aangelegenheden;

2° het onderwijs, met uitsluiting van :

a) de bepaling van het begin en het einde van de leerplicht;

b) de minimale voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's;

c) de pensioenregeling;

3° de samenwerking tussen de gemeenschappen, alsook de internationale samenwerking, met inbegrip van het sluiten van verdragen, voor de aangelegenheden bedoeld in 1° en 2°.

Een wet aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid, stelt de in 1° vermelde culturele aangelegenheden, de in 3° vermelde vormen van samenwerking, alsook de nadere regels voor het in 3° vermelde sluiten van verdragen vast.

§ 2. Deze decreten hebben kracht van wet respectievelijk in het Nederlandse taalgebied en in het Franse taalgebied, alsmede ten aanzien van de instellingen gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun activiteiten, moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap ».

B.13. Zoals blijkt uit de tekst van de nieuwe artikelen 37/40, § 1, en 37/58, § 1, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997 en uit de nieuwe artikelen 295/8, § 1, 253/44, § 1, en 253/45, § 1, van de Vlaamse Codex Secundair Onderwijs, en zoals wordt toegelicht in de in B.5.1 en B.5.2 geciteerde parlementaire voorbereiding, verplicht het decreet van 17 mei 2019 de schoolbesturen ertoe een volgorde van voorrang in acht te nemen bij de inschrijving van binnen de aanmeldingsperiode aangemelde leerlingen, en stelt het de nadere regels daarvoor vast. Twee van die voorrangsregels worden bestreden in het kader van de voorliggende beroepen tot vernietiging.

B.14.1. Krachtens artikel 127, § 2, van de Grondwet, hebben de decreten die het onderwijs regelen kracht van wet respectievelijk in het Nederlandse taalgebied en in het Franse taalgebied, alsmede ten aanzien van de in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigde instellingen die, wegens hun activiteiten, moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap.



B.14.2. De in het bestreden decreet beoogde schoolbesturen kunnen worden beschouwd als « instellingen » die uitsluitend kunnen behoren tot de bevoegdheid van één gemeenschap, in de zin van artikel 127, § 2, van de Grondwet. Zij vallen bijgevolg, wat die aangelegenheid betreft, onder de bevoegdheid van de Vlaamse Gemeenschap.

B.15. Het eerste middel in de zaak nr. 7351 is niet gegrond.

*Het vierde middel in de zaak nr. 7351*

B.16. De Franse Gemeenschapsregering leidt een middel af uit de schending, door de bestreden bepalingen, van de artikelen 30 en 127, § 1, 2°, en § 2, van de Grondwet en van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in zoverre die bepalingen afbreuk doen aan de vrijheid van het gebruik van de talen, alsook aan de waarborgen die de Franstaligen genieten in de randgemeenten.

B.17. Door het voorrangpercentage voor leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is op te trekken van 55 % tot 65 % en een bijkomende voorrang in te voeren voor leerlingen die negen jaar Nederlandstalig basisonderwijs hebben gevolgd, zijn de bestreden bepalingen geen bepalingen die het gebruik van de talen regelen, maar bepalingen die het onderwijs regelen in de zin van artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet. De bestreden bepalingen vallen bijgevolg onder de bevoegdheid van de decreetgever.

B.18. Artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij artikel 9 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 en vervolgens gewijzigd bij artikel 2 van de bijzondere wet van 19 juli 2012, bepaalt :

« De decreten, reglementen en administratieve handelingen van de gemeenschappen en de gewesten en de handelingen, reglementen en verordeningen van de plaatselijke besturen mogen geen afbreuk doen aan de op 14 oktober 2012 bestaande waarborgen die de Franstaligen genieten in de gemeenten genoemd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en de Nederlandstaligen, respectievelijk Franstaligen en Duitstaligen genieten in de gemeenten genoemd in artikel 8 van diezelfde wetten ».

Artikel 7 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, zoals het werd gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 23 december 1970, bepaalt :

« De gemeenten Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Wemmel en Wezembeek-Oppem worden beëdigd met een eigen regeling.

Met het oog op de toepassing van de volgende bepalingen en inzonderheid die van hoofdstuk IV worden deze gemeenten beschouwd als gemeenten met een speciale regeling. Zij worden hierna randgemeenten genoemd ».

B.19.1. In de parlementaire voorbereiding van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wordt aangegeven dat ermee « wordt beoogd aan de rand- en faciliteitengemeenten te garanderen dat de thans bestaande garanties ook na de regionalisering van de organieke gemeentewet en gemeentekieswet onverkort zullen worden gehandhaafd » (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/1, p. 21), en dat de wetgever, met het begrip « garanties », « het geheel [beoogde] van de thans geldende bepalingen die een specifieke regeling voor de in de tekst vermelde particulieren instellen, en in het algemeen alle bepalingen die particulieren, en voornamelijk de mandatarissen in de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten, beschermen » (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50-1280/003, p. 10; zie ook *Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/7, pp. 11-12).

B.19.2. Hoewel artikel 2 van de bijzondere wet van 19 juli 2012 « houdende wijziging van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 5bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen » artikel 16bis heeft gewijzigd, door een « bijwerking » tot 14 oktober 2012 uit te voeren van de « standstill »-clausule vervat in die bepaling (*Parl. St.*, Senaat, 2011-2012, nr. 5-1566/1, p. 1, en nr. 5-1563/4, p. 10), en uitdrukkelijk heeft gepreciseerd dat die « standstill »-clausule van toepassing is op de gemeenschappen en de lokale besturen (*Parl. St.*, Senaat, 2011-2012, nr. 5-1566/1, p. 3 en nr. 5-1563/4, pp. 11 en 39), heeft het evenwel niet de begunstigden van de « bestaande waarborgen » gewijzigd die, sinds de aanneming van artikel 16bis, worden opgevat als de particulieren in de gemeenten die worden beoogd in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

B.19.3. Het blijkt niet in welk opzicht het bestreden decreet afbreuk doet aan de specifieke waarborgen die artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de Franstaligen in de randgemeenten biedt.

B.20. Het vierde middel in de zaak nr. 7351 is niet gegrond.

*Wat betreft de middelen die zijn afgeleid uit de schending van de bepalingen bedoeld in artikel 1, 2° en 3°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof*

*Het eerste middel in de zaak nr. 7350 en het tweede middel in de zaak nr. 7351*

B.21. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapsregering leiden een middel af uit de schending, door de bestreden bepalingen, van de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet. In het eerste onderdeel van die middelen voeren de verzoekende partijen aan dat de bestreden bepalingen, door het percentage van de bestaande voorrangregeling voor leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, op te trekken van 55 % tot 65 %, een niet-verantwoord verschil in behandeling doen ontstaan tussen leerlingen op grond van de « thuistaal ». In het tweede onderdeel van die middelen voeren zij aan dat de invoering van een bijkomend voorrangpercentage van 15 % voor leerlingen die negen jaar Nederlandstalig basisonderwijs hebben gevolgd, een niet-verantwoord verschil in behandeling creëert tussen de leerlingen van het secundair onderwijs.

*De verhoging van het voorrangpercentage voor leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is*

B.22. De verzoekende partijen voeren aan dat de verhoging van het voorrangpercentage voor leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, strijdig is met de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet, in zoverre daardoor een niet-verantwoord verschil in behandeling ontstaat tussen « Nederlandstalige kinderen en anderstalige kinderen ».

In zoverre de verzoekende partijen verwijzen naar de taal van het kind moet worden opgemerkt dat de bestreden bepalingen de voorrang bepalen op basis van het gegeven dat minstens één ouder het Nederlands in voldoende mate machtig is.

B.23.1. De Vlaamse Regering voert aan dat het middel niet ontvankelijk is, aangezien het verschil in behandeling reeds bestond vóór de inwerkingtreding van het bestreden decreet.

B.23.2. Het is juist dat de voorrangregeling ten voordele van leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, werd ingevoerd door een vroeger decreet, dat niet werd gewijzigd bij het bestreden decreet. Toch is het zo dat de bestreden bepaling de voorwaarden wijzigt waaronder die voorrang kan worden toegekend.

B.23.3. De exceptie wordt verworpen.

B.24.1. Om een verschil in behandeling tussen leerlingen te verantwoorden in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, volstaat het niet dat dat verschil in behandeling zoals te dezen berust op objectieve criteria; er moet worden aangetoond dat, ten aanzien van de geregelde aangelegenheid, dat onderscheid pertinent is in het licht van het door de bestreden bepaling nagestreefde doel en dat het niet op onevenredige wijze afbreuk doet aan de rechten van bepaalde categorieën van ouders en van hun kinderen.

B.24.2. Onder die rechten bevindt zich de keuzevrijheid van de ouders op het vlak van onderwijs, gewaarborgd bij artikel 24, § 1, van de Grondwet. Die vrijheid verleent hun evenwel niet een onvoorwaardelijk recht op de inschrijving van hun kind in de inrichting van hun keuze, waarbij de decreetgever in dat opzicht beschikt over een ruime beoordelingsbevoegdheid om rekening te houden met de diversiteit aan situaties, die kunnen leiden tot soms tegengestelde belangen van de betrokken gebruikers, alsook met objectieve beperkingen, zoals te dezen de opvangcapaciteit van de onderwijsinrichtingen.

B.25. Zoals in B.5 is vermeld, beoogt de decreetgever met de bestreden bepalingen de bescherming van de gelijke onderwijs- en inschrijvingskansen te verhogen voor leerlingen van wie minstens een van de ouders het Nederlands in voldoende mate machtig is alsook het Nederlandstalige karakter van het door de Vlaamse Gemeenschap gefinancierd of gesubsidieerd onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad te versterken. Die doelstellingen zijn legitiem.

B.26. De bestreden maatregel bestaat erin het percentage plaatsen die bij voorrang moeten worden toegewezen aan leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, op algemene wijze te verhogen van 55 tot 65 %.

Met de voormelde verhoging wil de decreetgever het aantal beschikbare plaatsen voor leerlingen die in aanmerking komen voor die voorrangscategorie, verhogen, waardoor hun inschrijvingskansen eveneens toenemen.

De decreetgever beoogt op die manier niet alleen de continuïteit en de slaagkansen van de schoolloopbaan van de leerling te bevorderen, maar ook de opvolging, door de ouders, van het onderwijstraject van hun kind aan te moedigen (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, nr. 1747/1, p. 39). Verder beoogt de decreetgever eveneens op die manier de Nederlandse taalontwikkeling te versterken van alle leerlingen in de Nederlandstalige scholen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, met inbegrip van de leerlingen van wie de thuistaal niet het Nederlands is.

B.27. Zoals het Hof bij zijn arrest nr. 7/2012 van 18 januari 2012 heeft geoordeeld, dient een verhoging van het voorrangpercentage voor leerlingen van wie minstens één ouder het Nederlands in voldoende mate machtig is te beantwoorden aan een reële behoefte en dient ook erover te worden gewaakt dat dit percentage niet op een zodanig hoog niveau wordt vastgelegd dat de scholen die afhangen van de Vlaamse Gemeenschap niet ertoe gehouden zouden zijn een billijk deel van de leerlingen « waarvan de ouders noch het Nederlands, noch het Frans als thuistaal hebben, op te vangen » (arrest nr. 7/2012 van 18 januari 2012, B.21.5).

B.28.1. Uit de gegevens die de Vlaamse Regering op verzoek van het Hof heeft overgelegd, blijkt dat er, voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022, in zowel het Nederlandstalig basis- als secundair onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad een onevenwicht bestaat tussen het aantal beschikbare vrije plaatsen en het aantal aanmeldingen, na de inschrijving van de leerlingen die in aanmerking komen om de voorrangregeling te genieten die wordt toegekend aan leerlingen die behoren tot dezelfde leefentiteit als de reeds ingeschreven leerling en aan leerlingen van wie een ouder personeelslid is. Zo bedraagt het aantal beschikbare vrije plaatsen voor de instapklas in het basisonderwijs voor het schooljaar 2020-2021 1 683, in verhouding tot een totaal aantal van 2 721 aanmeldingen. Wat het schooljaar 2021-2022 betreft, gaat het om 1 720 beschikbare plaatsen voor de instapklas, voor 2 514 aanmeldingen. Ook in het secundair onderwijs is het aantal aanmeldingen hoger dan het aantal beschikbare plaatsen (2 253 tegenover 1 816 voor het schooljaar 2020-2021, en 2 275 tegenover 1 861 voor het schooljaar 2021-2022).

Daarnaast blijkt uit diezelfde gegevens dat het aandeel van de leerlingen uit gezinnen waarin minstens één van de ouders het Nederlands in voldoende mate machtig is, in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, 26 % bedraagt wat betreft het kleuteronderwijs voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022, 28 % wat betreft het lager onderwijs voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022, en respectievelijk 38 % en 37 % wat betreft het secundair onderwijs voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022. Dat aandeel bedroeg echter, tijdens het schooljaar 1991-1992, 57,9 % voor het kleuteronderwijs, 72,5 % voor het lager onderwijs en 93,7 % voor het secundair onderwijs.

Samengevat blijkt dat slechts een minderheid van de leerlingen die zijn ingeschreven in het Nederlandstalig kleuter-, lager- en secundair onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en die hun woonplaats in Brussel hebben, deel uitmaken van een gezin waarvan minstens één van de ouders het Nederlands beheerst. De bestreden maatregel verhoogt bijgevolg, voor diezelfde leerlingen de kansen om in de nabijheid van hun woonplaats een Nederlandstalige school te vinden.

B.28.2. De Vlaamse Regering wijst erop dat bepaalde scholen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad worden geconfronteerd met een toenemende vraag, die de toegang tot die scholen voor kinderen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, in gevaar brengt. Zo zijn er voor het schooljaar 2020-2021 acht instellingen (op een totaal van 157) voor basisonderwijs en vijf (op een totaal van 39) instellingen voor secundair onderwijs, waarin het aantal kandidaten met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is merkelijk hoger is dan het aantal voorrangplaatsen.

Hoewel uit die cijfermatige gegevens blijkt dat slechts in een beperkt aantal scholen van het basis- en secundair onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad het contingent van 55 % wordt ingevuld en er derhalve meer gegadigden zijn dan er plaatsen vrij zijn binnen de voorrangsgroep voor leerlingen van wie minstens één ouder het Nederlands in voldoende mate machtig is, kon de Vlaamse Regering redelijkerwijs oordelen dat er een reële behoefte bestond en dat het voor die scholen noodzakelijk was om het voorrangpercentage voor de betrokken voorrangsgroep te verhogen.

B.29.1. Gelet op de ruime beoordelingsbevoegdheid waarover hij beschikt, mocht de decreetgever ervan uitgaan dat het opportuun is om op het niveau van het gehele Nederlandstalig onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad maatregelen vast te stellen veeleer dan het aan het lokaal overlegplatform Brussel over te laten om de voorrangpercentages voor leerlingen van wie minstens één ouder het Nederlands in voldoende mate machtig is, te verhogen.

B.29.2. Bovendien hangt het bestaan van een capaciteitstekort in een welbepaalde school samen met demografische en socio-economische gegevens, zoals de populariteit van de school, alsook de omvang en de samenstelling van de bevolkingstoename. Die gegevens zijn echter uitermate variabel. Door een uniforme regeling te treffen voor alle Nederlandstalige scholen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en niet op het niveau van de individuele scholen, heeft de decreetgever willen vermijden dat de voorrangpercentages steeds opnieuw zouden moeten worden gewijzigd.

B.29.3. Voorts is het niet onredelijk om een algemene maatregel te nemen ten aanzien van de bekommernis om het gebruik van het Nederlands, dat de onderwijstaal is, te bevorderen in het door de Vlaamse Gemeenschap gefinancierd of gesubsidieerd onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

B.30.1. De cijfergegevens die de Vlaamse Regering op verzoek van het Hof heeft overgelegd, laten niet toe te besluiten dat de scholen die afhangen van de Vlaamse Gemeenschap niet in staat zouden zijn om een billijk deel van de leerlingen die noch het Nederlands, noch het Frans als thuistaal hebben, op te vangen.

Uit die gegevens blijkt immers dat het aandeel van de leerlingen die noch het Nederlands noch het Frans als thuistaal hebben in het Nederlandstalig kleuteronderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022 19 % bedraagt.

Voor het Nederlandstalig lager en secundair onderwijs bedraagt dat aandeel voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022 21 % .

Uit wat is vermeld in B.28.1 blijkt dat het aandeel van de leerlingen uit gezinnen waarin minstens één van de ouders het Nederlands in voldoende mate machtig is, in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, 26 % bedraagt wat betreft het kleuteronderwijs voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022, 28 % wat betreft het lager onderwijs voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022, en respectievelijk 38 % en 37 % wat betreft het secundair onderwijs voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022.

Het aandeel van de gezinnen waarin minstens één ouder Frans spreekt en geen enkele ouder Nederlands bedraagt dan weer 54 % respectievelijk 53 % voor het kleuteronderwijs voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022, 50 % voor het lager onderwijs voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022 en 42 % voor het secundair onderwijs voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022.

Wanneer het aandeel van de gezinnen waar er Nederlands noch Frans gesproken wordt in het Nederlandstalig kleuteronderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad wordt vergeleken met het aandeel van de gezinnen waarin minstens één ouder Nederlands spreekt en met het aandeel van de gezinnen waarin minstens één ouder Frans spreekt en geen enkele ouder Nederlands, moet worden vastgesteld dat het Nederlandstalig onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad in staat is om een billijk aantal leerlingen die noch het Nederlands, noch het Frans als thuistaal hebben, op te vangen.

B.30.2. De hiervoor vermelde vaststelling wordt nog versterkt doordat de bestreden maatregel een voorrangsregeling en geen uitsluitingsregel betreft. Zij verhindert niet dat ouders van leerlingen die noch het Nederlands, noch het Frans als thuistaal hebben, zich aanmelden in een Nederlandstalige school in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad waarvoor het voorrangpercentage niet volledig is bereikt. Zoals blijkt uit B.28.2, wordt in het merendeel van de Nederlandstalige scholen in het basis- en secundair onderwijs die in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad zijn gelegen, het bestaande contingent van 55 % niet ingevuld, zodat die vrijgekomen plaatsen, die dus meer bedragen dan de 35 % resterende plaatsen onder het nieuwe contingent van 65 % , kunnen worden ingenomen door leerlingen die noch het Nederlands, noch het Frans als thuistaal hebben. Het optrekken van het voorrangpercentage brengt de toegang zelf tot het Nederlandstalig onderwijs derhalve niet in gevaar. Een leerling die als gevolg van de bestreden voorrangsregeling niet kan worden ingeschreven in een bepaalde Nederlandstalige school die de voorkeur van zijn ouder(s) geniet, wordt overigens met hulp van het lokaal overlegplatform doorverwezen naar een andere Nederlandstalige school.

B.30.3. Het bestreden decreet bevestigt voorts de bestaande voorrangsregels voor leerlingen die behoren tot dezelfde leefentiteit als een reeds ingeschreven leerling en voor leerlingen met een ouder die personeelslid is van de school. Die voorrangsregels worden toegepast vóór de inwerkingtreding van de voorrangsregeling voor leerlingen van wie minstens één ouder het Nederlands in voldoende mate machtig is.

B.30.4. Ten slotte bepaalt artikel 253/46 van de Vlaamse Codex Secundair Onderwijs, zoals ingevoegd door artikel VI.20 van het decreet van 17 mei 2019, dat, vanaf 1 september 2022, wat betreft de inschrijvingen voor de schooljaren 2023-2024 of later, een schoolbestuur van het secundair onderwijs ervoor kan kiezen om in een of meer van zijn scholen en voor een maximum van 20 % van de vastgestelde capaciteit, voorrang te verlenen aan een of meer ondervertegenwoordigde groepen. Dit zijn één of meer groepen van leerlingen die, op basis van één of meerdere objectieve kenmerken, zoals bijvoorbeeld de sociale economische status van de leerling of de afstand tot de school, relatief ondervetengwoordigd in de school zijn ten aanzien van een referentiepopulatie.

Artikel 37/60 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997, zoals ingevoegd door artikel V.20 van het decreet van 17 mei 2019 en zoals vervangen door artikel 18 van het decreet van 18 februari 2022 « tot wijziging van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 en de Codex Secundair Onderwijs van 17 december 2010, wat betreft het inschrijvingsrecht in het gewoon onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad », bevat dezelfde regeling voor schoolbesturen van het lager onderwijs, met ingang van 1 september 2022, wat betreft de inschrijvingen voor het schooljaar 2023-2024.

B.31. Uit het voorgaande volgt dat het in B.22 vermelde verschil in behandeling redelijk verantwoord is.

B.32. In zoverre zij betrekking hebben op de verhoging, van 55 % tot 65 % , van het voorrangpercentage voor kinderen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, zijn het eerste middel in de zaak nr. 7350 en het tweede middel in de zaak nr. 7351 niet gegrond.

*Voorrangpercentage voor leerlingen die minstens negen jaar Nederlandstalig basisonderwijs hebben gevolgd*

B.33. Het nieuwe artikel 253/45, § 1, van de Vlaamse Codex Secundair Onderwijs voorziet, voor de Nederlandstalige scholen gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, in een voorrangpercentage, dat gelijk is aan 15 % van de plaatsen, voor leerlingen die minstens negen jaar Nederlandstalig basisonderwijs hebben gevolgd. Volgens de verzoekende partijen zou dat artikel een niet redelijk verantwoord verschil in behandeling ontstaan tussen leerlingen naargelang zij al dan niet aan die vereiste voldoen en zou de bestreden bepaling een schending inhouden van de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet.

B.34. Het verschil in behandeling berust op objectieve criteria, namelijk de taal waarin het basisonderwijs wordt gevolgd, te dezen het Nederlands, en het aantal jaren gedurende welke dat gebeurde.

B.35. Het criterium waarbij wat betreft de inschrijvingen in het secundair onderwijs rekening wordt gehouden met de taal waarin het basisonderwijs werd gevolgd is pertinent in het licht van de doelstellingen die de decreetgever nastreeft, zijnde het inschrijvingsrecht voor het Nederlandstalig secundair onderwijs te versterken voor leerlingen die « van bij de start school liepen in het Nederlandstalig basisonderwijs » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, nr. 1747/1, p. 40).

Door die leerlingen voorrang te verlenen, vergroot de decreetgever de kansen om onderwijs te volgen in het Nederlands voor de leerlingen van wie de ouders het Nederlands niet in voldoende mate machtig zijn, maar die wel bewust hebben gekozen voor het Nederlandstalig basisonderwijs. De bestreden bepaling beantwoordt daarmee aan « het pedagogische oogpunt om kinderen die starten in het Nederlandstalig onderwijs te garanderen dat zij daarin ook hun curriculum kunnen voltooien indien zij dat wensen » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, nr. 1747/10, p. 10).

Wat het Nederlandstalige karakter van het door de Vlaamse Gemeenschap ingerichte onderwijs in Brussel betreft, kan worden verwezen naar hetgeen in B.29.3 werd uiteengezet.

B.36.1. Het Hof moet nog nagaan of het bekritiseerde verschil in behandeling berust op een pertinent criterium van onderscheid, in zoverre enkel voorrang wordt verleend aan leerlingen die minstens negen jaar Nederlandstalig basisonderwijs hebben gevolgd.

B.36.2. In het licht van de door hem nagestreefde doelstellingen kan de decreetgever redelijkerwijze vereisen dat een minimum aantal jaren Nederlandstalig basisonderwijs werd gevolgd. Door evenwel een schoolloopbaan van minstens negen jaar in het Nederlandstalig basisonderwijs te eisen, houdt de decreetgever onvoldoende rekening met de omstandigheid dat het begin van de leerplicht werd vastgesteld op de leeftijd van vijf jaar bij de wet van 23 maart 2019 « tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, teneinde die in te stellen vanaf de leeftijd van vijf jaar ». Hieruit vloeit voort dat ouders er om diverse redenen kunnen voor kiezen hun kinderen niet vóór de leeftijd van vijf jaar te laten starten in het basisonderwijs, en dat leerlingen van wie de ouders bewust kiezen voor het Nederlandstalig basisonderwijs mogelijk geen negen jaar in dat onderwijs hebben voltooid. Dat geldt bijvoorbeeld voor de leerlingen die een jaar voorsprong hebben.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van het voorstel van decreet dat tot het bestreden decreet heeft geleid, werden er overigens amendementen ingediend om, gelet op die diverse situaties, de minimumduur voor de bestreden voorraangsregeling terug te brengen tot vijf jaar in het Nederlandstalig onderwijs (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, nr. 1747/5, amendement nr. 2, p. 3; *Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, nr. 1747/12, amendement nr. 51, p. 3). Die amendementen werden evenwel verworpen (*Hand.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, 20 december 2018, nr. 17; *Hand.*, Vlaams Parlement, 2018-2019, 24 april 2019, nr. 31, p. 72).

B.36.3. Het aantal vereiste jaren dient bijgevolg te worden bepaald in het licht van het nagestreefde doel, te weten voorrang geven aan leerlingen van wie geen van beide ouders het Nederlands in voldoende mate machtig is maar die reeds een substantieel deel van hun schoolloopbaan in het Nederlandstalig basisonderwijs hebben vervuld, zodat zij hun onderwijs kunnen voortzetten in de school van hun keuze.

B.37. In zoverre artikel VI.19 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 mei 2019 de vereiste duur van de schoolloopbaan in het Nederlandstalig basisonderwijs op minstens negen jaar bepaalt om de in dat artikel bedoelde voorraangsregeling te genieten, schendt het de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet. In die mate dient het te worden vernietigd.

*Tweede middel in de zaak nr. 7350 en vijfde middel in de zaak nr. 7351*

B.38. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapsregering leiden een soortgelijk middel af uit de schending, door de bestreden bepalingen, van artikel 143 van de Grondwet en, wat de Franse Gemeenschapsregering betreft, van het evenredigheidsbeginsel, in zoverre de verhoging van het voorraangspercentage voor leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is, alsook de invoering van een bijkomend voorraangspercentage van 15 % van de plaatsen de onderwijslast met betrekking tot de anderstalige leerlingen zouden verleggen naar het Franstalig onderwijs, en het daardoor overdreven moeilijk zouden maken, voor de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie, om hun bevoegdheden uit te oefenen. Die vaststelling zou worden versterkt door de context van een substantiële bevolkingstoename in het tweetalige gebied Brussel en door een toenemende vraag naar inschrijvingen in de scholen.

B.39. In zijn memorie van antwoord is het College van de Franse Gemeenschapscommissie van mening dat de respectieve bevoegdheden van de verzoekende partijen en van de Vlaamse Gemeenschap kunnen worden beschouwd als dermate verweven dat zij minstens een overleg vereisen in de zin van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

B.40.1. De Vlaamse Regering werpt de niet-ontvankelijkheid van die grief op in zoverre hij een nieuw en laattijdig middel vormt.

B.40.2. Het staat niet aan de verzoekende partijen in hun memorie van antwoord de middelen van het beroep, zoals door henzelf omschreven in het verzoekschrift, te wijzigen. Een bezwaar dat, zoals te dezen, in een memorie van antwoord wordt aangebracht maar dat verschilt van datgene dat in het verzoekschrift is geformuleerd, is een nieuw middel en is onontvankelijk. Het Hof dient dus niet te onderzoeken of de bestreden bepalingen bestaanbaar zijn met artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

B.41. Artikel 143, § 1, van de Grondwet bepaalt :

« Met het oog op het vermijden van de belangenconflicten nemen de federale Staat, de gemeenschappen, de gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de uitoefening van hun respectieve bevoegdheden, de federale loyaliteit in acht ».

De inachtneming van de federale loyaliteit veronderstelt dat, wanneer zij hun bevoegdheden uitoefenen, de federale overheid en de deelentiteiten het evenwicht van de federale constructie in haar geheel niet verstoren. De federale loyaliteit betreft meer dan de loutere uitoefening van bevoegdheden : zij geeft aan in welke geest dat moet geschieden.

Het beginsel van de federale loyaliteit, in samenhang gelezen met het evenredigheidsbeginsel, betekent dat elke wetgever ertoe gehouden is, in de uitoefening van zijn eigen bevoegdheid, erover te waken dat door zijn optreden de uitoefening van de bevoegdheden van de andere wetgevers niet onmogelijk of overdreven moeilijk wordt gemaakt.

B.42. Uit het loutere feit dat verschillende overheden bevoegd zijn voor het onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad of dat er in dat gebied sprake zou zijn van een aanzienlijke demografische groei of van een groeiend tekort aan beschikbare plaatsen voor leerlingen in het basis- en secundair onderwijs, kan niet worden afgeleid dat door de bestreden voorrangregelingen aan te nemen, de decreetgever afbreuk zou hebben gedaan aan de federale loyaliteit of dat hij het evenredigheidsbeginsel, dat inherent is aan de uitoefening van elke bevoegdheid, zou hebben geschonden. Die voorrangregelingen hebben immers niet tot gevolg dat beschikbare plaatsen in dat gebied worden geschrapt. Zij strekken ertoe voorrang in te stellen bij de toegang tot Nederlandstalige onderwijsinstellingen, maar beïnvloeden het totale aantal beschikbare plaatsen niet. Die maatregel heeft dus niet tot gevolg voor de andere overheden die ter zake in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad bevoegd zijn, de uitoefening van hun bevoegdheden onmogelijk of overdreven moeilijk te maken. Bovendien verhinderen de bestreden bepalingen de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie niet om eventuele capaciteitstekorten in het Franstalig onderwijs in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad weg te werken via het creëren van bijkomende plaatsen.

B.43. De middelen zijn niet gegrond.

*Derde middel in de zaak nr. 7351*

B.44. De Franse Gemeenschapsregering leidt een middel af uit de schending, door de bestreden bepalingen, van de artikelen 10, 11 en 24, § 1, van de Grondwet, in zoverre het vereiste minimumniveau B.2 inzake kennis van het Nederlands onredelijk zou zijn geworden ingevolge de veralgemeende verhoging van het percentage voorrangplaatsen voor leerlingen met minstens één ouder die het Nederlands in voldoende mate machtig is.

B.45. De verhoging van het vereiste minimumniveau van taalkennis van minstens één ouder van niveau B1 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen naar niveau B2 werd niet ingevoerd door de bepalingen van het decreet van 17 mei 2019 waartegen de voorliggende vernietigingsberoepen worden ingesteld, maar door artikel III.13 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 april 2014 « betreffende het onderwijs XXIV », dat artikel 110/5 van de Vlaamse Codex Secundair Onderwijs heeft gewijzigd.

B.46. Bij zijn arrest nr. 19/2017 van 16 februari 2017 heeft het Hof de middelen, afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24, § 1, van de Grondwet, door de verhoging van het ten aanzien van minstens één ouder vereiste minimumniveau van taalkennis van niveau B1 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen naar niveau B2, niet gegrond verklaard. Het Hof overwoog :

« B.12.7. De maatregel zou evenwel onevenredig zijn indien hij zou vereisen dat minstens een van de ouders het bewijs voorlegt dat hij het Nederlands machtig is op een minimumniveau dat hoger is dan niveau B2. Hij zou eveneens onevenredig zijn indien dat bewijs overdreven moeilijk voor te leggen zou zijn, hetgeen in voorkomend geval door de bevoegde rechter moet worden gecontroleerd. Onder dat voorbehoud doen de bestreden bepalingen, ten aanzien van de ouders en de leerlingen die niet behoren tot de bestreden voorrangscategorie, niet op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten die zijn gewaarborgd bij de in B.5 vermelde grondwets- en verdragsbepalingen ».

B.47. De bestreden bepalingen wijzigen noch het vereiste minimumniveau van taalkennis noch de wijze waarop die kennis kan worden bewezen.

Bijgevolg schenden de bestreden bepalingen de artikelen 10, 11 en 24, § 1, van de Grondwet niet.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel VI.19 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 mei 2019 « houdende wijziging van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, van de Codex Secundair Onderwijs van 17 december 2010 en van de Codificatie [van] sommige bepalingen voor het onderwijs van 28 oktober 2016, wat het inschrijvingsrecht betreft », in de mate dat het de vereiste duur van de schoolloopbaan in het Nederlandstalig basisonderwijs op minstens negen jaar bepaalt;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 14 juli 2022.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De wnd. voorzitter,

J.-P. Moerman

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2022/204387]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 96/2022 vom 14. Juli 2022

Geschäftsverzeichnisnummern 7350 und 7351

*In Sachen:* Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Mai 2019 « zur Abänderung des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997, des Kodex des Sekundarunterrichts vom 17. Dezember 2010 und der Kodifizierung gewisser Bestimmungen für das Unterrichtswesen vom 28. Oktober 2016, was die Einschreibungsgebühr betrifft », erhoben vom Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission und von der Regierung der Französischen Gemeinschaft.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem vorsitzenden Richter J.-P. Moerman, dem Präsidenten L. Lavrysen, den Richtern T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters und E. Bribosia, und der emeritierten Richterin R. Leysen gemäß Artikel 60*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Richters J.-P. Moerman,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

#### I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 24. Januar 2020 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. Januar 2020 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob das Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission, unterstützt und vertreten durch RA M. Nihoul, in Wallonisch-Brabant zugelassen, Klage

auf Nichtigerklärung der Artikel II.48, V.18, VI.18 und VI.19 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Mai 2019 « zur Abänderung des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997, des Kodex des Sekundarunterrichts vom 17. Dezember 2010 und der Kodifizierung gewisser Bestimmungen für das Unterrichtswesen vom 28. Oktober 2016, was die Einschreibungsgebühr betrifft » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Juli 2019).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 24. Januar 2020 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. Januar 2020 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Regierung der Französischen Gemeinschaft, unterstützt und vertreten durch RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel II.48, III.55, V.18, VI.18 und VI.19 desselben Dekrets.

Diese unter den Nummern 7350 und 7351 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

*In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und deren Kontext*

B.1. Die vom Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission und von der Regierung der Französischen Gemeinschaft angefochtenen Bestimmungen sind Bestandteil der für die Einschreibungen im niederländischsprachigen Grundschulunterricht und Sekundarunterricht im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt geltenden Vorrangregeln.

B.2.1. Artikel II.48 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Mai 2019 « zur Abänderung des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997, des Kodex des Sekundarunterrichts vom 17. Dezember 2010 und der Kodifizierung gewisser Bestimmungen für das Unterrichtswesen vom 28. Oktober 2016, was die Einschreibungsgebühr betrifft » (nächstehend: Dekret vom 17. Mai 1997) fügt in das Grundschuldekret der Flämischen Gemeinschaft vom 25. Februar 1997 (nächstehend: Dekret vom 25. Februar 1997) in Kapitel IV/2 (« Recht auf eine Einschreibung im Sondergrundschulunterricht »), eingefügt durch Artikel II.40 des Dekrets vom 17. Mai 2019, einen Artikel 37/40 ein. Dieser Artikel bestimmt:

« Art. 37/40. § 1<sup>er</sup>. L'autorité scolaire classe en tête de liste les élèves préinscrits au cours de la période de préinscription, telle que prévue à l'article 37/39, qui appartiennent aux groupes prioritaires suivants, tout en respectant l'ordre suivant :

1° les élèves qui appartiennent à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit;

2° les élèves ayant un parent qui est membre du personnel de l'école ou des écoles qui optent pour la continuation des inscriptions d'une école à l'autre sur la base de l'article 37/36, à condition qu'il soit question, au moment de l'inscription, d'une occupation actuelle de plus de 104 jours. Par membre du personnel, il faut entendre :

a) un membre du personnel, tel que visé à l'article 2 du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement communautaire et à l'article 4 du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, pour autant qu'ils ont été affectés à ou désignés dans l'école;

b) un membre du personnel qui a été engagé via un contrat de travail par une autorité scolaire et qui est mis à l'emploi dans l'école;

3° pour les écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et jusqu'à concurrence de 65 % de la capacité du niveau concerné, telle que visée à l'article 37/37, les élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais, comme visé à l'article 37/58;

4° une autorité scolaire peut pour ses écoles donner la priorité à des élèves qui, au plus tard au moment de la fréquentation effective des cours, séjournent ou font usage de cet internat ou semi-internat à concurrence de maximum 50 pour cent de la capacité du niveau concerné, telle que visée à l'article 37/39, § 2. Par internat ou semi-internat, on entend :

a) les internats, tels que visés dans la partie III, chapitre 4, section 1<sup>re</sup>, sous-section 2 du décret du 28 octobre 2016 portant codification de certaines dispositions relatives à l'enseignement;

b) les internats à ouverture permanente, visés au chapitre 6 de la même codification;

c) les semi-internats, tels que visés à l'arrêté royal du 21 août 1978 portant organisation des semi-internats dans l'enseignement spécial de l'État et déterminant les normes du personnel;

d) les centres multifonctionnels, tels que visés dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 février 2016 portant agrément et subventionnement de centres multifonctionnels pour personnes handicapées mineures, en ce qui concerne les fonctions de soins de jour, de séjour, de diagnostic ou de traitement intensif.

Si la capacité, visée à l'article 37/37, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'article 37/41, § 4, a déjà été atteinte au sein des groupes prioritaires susmentionnés, les élèves du groupe prioritaire concerné sont classés sur la base de la distance entre l'adresse de domicile de l'élève et l'école ou l'implantation.

Si la capacité visée à l'article 37/37, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'article 37/41, § 4, a été atteinte parmi les autres élèves préinscrits, les élèves concernés sont classés sur la base de la distance entre le domicile de l'élève et l'école ou l'implantation.

§ 2. Si plusieurs écoles ou implantations font des préinscriptions conjointes, les élèves préinscrits sont affectés à l'école ou à l'implantation du choix le plus préféré spécifié par les parents au moment de la préinscription, au sein de laquelle l'élève a reçu un classement favorable. L'élève est supprimé de la liste d'élèves préinscrits dans les écoles ou implantations classées plus bas sur sa liste de préférence.

Le Gouvernement flamand peut mettre des moyens à disposition pour des procédures de préinscription conjointes dans les limites des crédits budgétaires disponibles ».

B.2.2. Artikel III.55 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Mai 2019, dessen Nichtigerklärung nur von der Französischen Gemeinschaft beantragt wird, fügt in Teil V des flämischen Kodex des Sekundarunterrichts (« Spezifische Bestimmungen zum Sondersekundarunterricht »), das heißt in Unterabschnitt 3 (« Organisation der Einschreibungen »), eingefügt durch Artikel III.51 des vorerwähnten Dekrets vom 17. Mai 2019, einen Artikel 295/8 ein. Dieser Artikel bestimmt:

« Art. 295/8. § 1<sup>er</sup>. L'autorité scolaire classe en tête de liste les élèves préinscrits au cours de la période de préinscription, telle que prévue à l'article 295/7, qui appartiennent aux groupes prioritaires suivants, tout en respectant l'ordre suivant :

1° les élèves qui appartiennent à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit;

2° les élèves ayant un parent qui est membre du personnel de l'école ou des écoles qui assurent la continuité des inscriptions de l'une école à l'autre sur la base de l'article 295/3, à condition qu'il soit question, au moment de l'inscription, d'une occupation en cours de plus de 104 jours. Par membre du personnel, il faut entendre :

a) un membre du personnel, tel que visé à l'article 2 du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement communautaire et à l'article 4 du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, pour autant qu'ils ont été affectés à ou désignés dans l'école;

b) un membre du personnel qui a été engagé via un contrat de travail par une autorité scolaire et qui est mis à l'emploi dans l'école;

3° pour les écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et jusqu'à concurrence de 65 pour cent de la capacité du niveau concerné, telle que visée à l'article 295/5, alinéa premier, les élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais, conformément à l'article 253/46;

4° une autorité scolaire peut réserver un maximum de 50 pour cent de la capacité du niveau concerné, telle que visée à l'article 295/5, alinéa premier, aux élèves qui, au plus tard au moment de la fréquentation effective des cours, résident ou font appel à cet internat ou semi-internat. Par internat ou semi-internat, on entend :

a) les internats, tels que visés dans la partie III, chapitre 4, section 1<sup>re</sup>, sous-section 2 du décret du 28 octobre 2016 portant codification de certaines dispositions relatives à l'enseignement;

b) les internats à ouverture permanente, visés au chapitre 6 de la même codification;

c) les semi-internats, tels que visés à l'arrêté royal du 21 août 1978 portant organisation des semi-internats dans l'enseignement spécial de l'Etat et déterminant les normes du personnel;

d) les centres multifonctionnels, tels que définis dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 février 2016 portant agrément et subventionnement de centres multifonctionnels pour personnes handicapées mineures, en ce qui concerne les fonctions de soins de jour, de séjour, de diagnostic ou de traitement intensif.

Si la capacité mentionnée à l'article 295/5, alinéa premier, ou à l'article 295/9, § 4, a déjà été atteinte au sein des groupes prioritaires mentionnés ci-dessus, les élèves du groupe prioritaire concerné sont classés en fonction de la distance entre le domicile de l'élève et l'école ou l'implantation.

Si la capacité, visée à l'article 295/5, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'article 295/9, § 4, a été atteinte dans le groupe des autres élèves préinscrits, les élèves concernés sont classés en fonction de la distance entre le domicile de l'élève et l'école ou l'implantation.

§ 2. Si plusieurs écoles ou implantations adoptent une procédure conjointe de préinscription, les élèves préinscrits sont affectés à l'école ou à l'implantation du choix le plus élevé spécifié par les personnes concernées au moment de la préinscription, pour laquelle l'élève a obtenu un classement favorable. L'élève est supprimé de la liste d'élèves préinscrits dans les écoles ou implantations classées plus bas sur sa liste de préférence.

Le Gouvernement flamand peut dans les limites des crédits budgétaires disponibles mettre à disposition des moyens pour des procédures conjointes de préinscription ».

B.2.3. Artikel V.18 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Mai 2019 fügt in das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 25. Februar 1997 in Kapitel IV/3 (« Recht auf Einschreibung im Regelunterricht für die Schulen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt »), eingefügt durch Artikel V.1 des vorerwähnten Dekrets vom 17. Mai 2019, einen Artikel 37/58 ein. Dieser Artikel bestimmt:

« Art. 37/58. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application de l'article 37/59, les autorités scolaires donnent, pour ce qui est de leurs écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, priorité aux élèves ayant au moins un parent, tel que visé à l'article 3, 41°, qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier du régime prioritaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le parent démontre d'une des manières suivantes qu'il maîtrise suffisamment le néerlandais :

1° en produisant au moins le diplôme en langue néerlandaise de l'enseignement secondaire ou un titre en langue néerlandaise équivalent;

2° en produisant le certificat en langue néerlandaise de la deuxième année d'études du troisième degré de l'enseignement secondaire ou un titre en langue néerlandaise équivalent;

3° en produisant la preuve qu'il maîtrise le néerlandais au moins au niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les Langues. Cette preuve peut être fournie sur la base d'une des pièces suivantes :

a) un titre de l'enseignement agréé, financé ou subventionné par la Communauté ou un titre en langue néerlandaise équivalent, démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

b) une attestation de fixation du niveau, effectuée par une ' Huis van het Nederlands ' (Maison du néerlandais), démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

c) la production de la preuve d'une connaissance au moins suffisante du néerlandais obtenue après un examen linguistique auprès du Bureau de sélection de l'Administration fédérale;

4° la production de la preuve que l'élève a suivi les cours de l'enseignement primaire et secondaire en langue néerlandaise comme élève régulier pendant 9 ans. Ceci se fait sur la base d'attestations délivrées à cet effet par les autorités scolaires concernées.

§ 3. Les autorités scolaires fixent pour leurs écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale le nombre d'élèves envisagé pour l'inscription par priorité d'élèves ayant au moins un parent, tel que visé à l'article 3, 41°, qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

Ce nombre doit permettre l'acquisition ou le maintien de 65 % d'élèves dans l'école ayant au moins un parent, tel que visé à l'article 3, 41°, qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

Le nombre d'élèves, visé au premier alinéa, est déterminé par une autorité scolaire pour chaque capacité déterminée par l'autorité scolaire conformément à l'article 37/55, § 1<sup>er</sup>.

La LOP communique les nombres qui ont été établis à tous les intéressés.

Un élève déjà inscrit ou un élève qui appartient à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit qui, sur la base de la réglementation en vigueur au moment de son inscription, était considéré comme un élève dont la langue de famille est le néerlandais, peut être considéré comme étant un élève ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais, comme visé au paragraphe 1<sup>er</sup>. Un élève déjà inscrit ou un élève appartenant à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit qui, sur la base de la réglementation en vigueur au moment de son inscription, était considéré comme un élève dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais, est considéré comme un élève ayant au moins un parent, tel que visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 4. Les élèves qui, outre la condition visée au paragraphe 2, satisfont également à un ou plusieurs des indicateurs visés à l'article 37/60, ne sont pas pris en compte pour l'atteinte du nombre, visé au paragraphe 3. Ces élèves sont inscrits jusqu'à ce que le contingent réservé aux élèves satisfaisant à un ou plusieurs des indicateurs visés à l'article 37/60, § 3, soit atteint ».

B.2.4. Artikel VI.18 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Mai 2019 fügt in Teil IV des flämischen Kodex des Sekundarunterrichts (« Spezifische Bestimmungen zum Regelsekundarunterricht in Vollzeit »), das heißt in Abschnitt 3 (« Organisation der Einschreibungen »), eingefügt durch Artikel VI.10 des vorerwähnten Dekrets vom 17. Mai 2019, einen Artikel 253/44 ein, der bestimmt:

« Art. 253/44. § 1<sup>er</sup>. Une autorité scolaire donne, le cas échéant sans préjudice de l'application de l'article 253/43, pour ses écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, priorité aux élèves ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier du régime prioritaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le parent démontre d'une des manières suivantes qu'il maîtrise suffisamment le néerlandais :

1° en produisant au moins le diplôme en langue néerlandaise de l'enseignement secondaire ou un titre en langue néerlandaise équivalent;

2° en produisant le certificat en langue néerlandaise de la deuxième année d'études du troisième degré de l'enseignement secondaire ou un titre en langue néerlandaise équivalent;

3° en produisant la preuve qu'il maîtrise le néerlandais au moins au niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour les Langues. Cette preuve peut être fournie sur la base d'une des pièces suivantes :

a) un titre de l'enseignement agréé, financé ou subventionné par la Communauté flamande ou un titre en langue néerlandaise équivalent, démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

b) une attestation de fixation du niveau, effectuée par une ' Huis van het Nederlands ' (Maison du néerlandais), démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

c) la production de la preuve d'une connaissance au moins suffisante du néerlandais obtenue après un examen linguistique auprès du Bureau de sélection de l'Administration fédérale;

4° en produisant la preuve qu'il a suivi, pendant neuf ans, comme élève régulier, les cours de l'enseignement primaire et secondaire en langue néerlandaise. Ceci se fait sur la base d'attestations délivrées à cet effet par les autorités scolaires concernées.

§ 3. Une autorité scolaire fixe pour ses écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale le nombre d'élèves envisagé pour l'inscription par priorité d'élèves ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

Le nombre d'élèves mentionné à l'alinéa premier doit être axé sur l'acquisition ou le maintien de 65 % d'élèves dans l'école ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais.

Le nombre d'élèves, visé à l'alinéa premier peut être fixé par une autorité scolaire jusqu'aux niveaux visés à l'article 253/42.

Un élève déjà inscrit ou un élève qui appartient à la même unité de vie qu'un élève déjà inscrit qui, sur la base de la réglementation en vigueur au moment de son inscription, était considéré comme un élève dont le néerlandais est la langue de la famille, peut être considéré comme un élève ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais, tel que visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ».

B.2.5. Artikel VI.19 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Mai 2019 fügt in Teil IV des flämischen Kodex des Sekundarunterrichts (« Spezifische Bestimmungen zum Regelsekundarunterricht in Vollzeit »), das heißt in Abschnitt 3 (« Organisation der Einschreibungen »), eingefügt durch Artikel VI.10 des vorerwähnten Dekrets vom 17. Mai 2019, einen Artikel 253/45 ein, der bestimmt:

« Art. 253/45. § 1<sup>er</sup>. Pour les préinscriptions pour des inscriptions dans l'année scolaire 2020-2021 au plus tard, et sans préjudice de l'application des articles 253/43 et 253/44, une autorité scolaire donne la priorité aux élèves ayant accompli au moins 9 ans d'enseignement primaire [lire : fondamental] en néerlandais pour ses écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Un élève qui fait appel au groupe prioritaire visé à l'article 253/44 ne peut pas se servir de la priorité, visée au présent article.



§ 2. Le Gouvernement flamand détermine la manière dont l'élève peut prouver qu'il satisfait aux critères de ce groupe prioritaire.

§ 3. Une autorité scolaire fixe pour ses écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale le nombre d'élèves envisagé pour l'inscription par priorité d'élèves qui ont suivi de l'enseignement fondamental en langue néerlandaise pendant au moins 9 ans.

Le nombre d'élèves, visé à l'alinéa premier, doit être axé sur l'acquisition ou le maintien de 15 % d'élèves dans l'école qui ont suivi de l'enseignement fondamental en langue néerlandaise pendant au moins 9 ans.

Le nombre d'élèves, visé à l'alinéa premier, peut être fixé par une autorité scolaire jusqu'aux niveaux visés à l'article 253/42 ».

B.3.1. Artikel VII.1 des angefochtenen Dekrets sieht vor, dass dieses am 1. September 2019 in Kraft tritt. Die Artikel III.46 und VI.3 sehen vor, dass die Artikel III.55, VI.18 und VI.19 auf Einschreibungen als regulärer Schüler für den Besuch des Unterrichts ab dem Schuljahr 2020-2021 Anwendung finden. Diese Bestimmungen sind nicht Gegenstand der aktuell geprüften Nichtigkeitsklagen.

B.3.2. Die Artikel 2 und 4 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 22. November 2019 « zur Abänderung verschiedener Dekrete, was die Änderung des Einschreibungsrechts betrifft » legen das Inkrafttreten von sämtlichen angefochtenen Bestimmungen im Schuljahr 2021-2022 fest. Sodann wurde ihr Inkrafttreten durch die Artikel 38 und 39 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 8. Mai 2020 « zur Festlegung von dringenden zeitweiligen Maßnahmen im Bereich des Unterrichtswesens infolge der Coronavirus-Krise » erneut abgeändert und auf das Schuljahr 2022-2023 verschoben. Schließlich sieht das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 25. Juni 2021 « zur Festlegung von dringenden zeitweiligen Maßnahmen im Bereich des Unterrichtswesens infolge der Coronavirus-Krise (VIII) » in seinen Artikel 12 und 13 vor, dass diese Maßnahmen erst für das Schuljahr 2023-2024 in Kraft treten.

B.4. Die angefochtenen Bestimmungen bezwecken im Wesentlichen, den Prozentsatz der Plätze, die vorrangig den Schülern vorbehalten sind, bei denen mindestens einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, für die niederländischsprachigen Schulen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt sowohl im Grundschulwesen als auch im Sekundarschulwesen von 55 auf 65 anzuheben. Außerdem führt der vorerwähnte Artikel VI.19 für dieselben Schulen einen neuen Vorrang für 15 % der im Sekundarschulwesen verfügbaren Plätze zugunsten von Schülern ein, die mindestens neun Jahre Grundschulunterricht in Niederländisch absolviert haben.

B.5.1. In Bezug auf den Grundschulunterricht werden die angefochtenen Bestimmungen gerechtfertigt wie folgt:

« Pour les écoles situées à Bruxelles, les dispositions sont les mêmes que pour les écoles situées en Flandre [...], mais, compte tenu du contexte spécifique de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, le décret prévoit la disposition complémentaire selon laquelle - après la priorité accordée aux enfants appartenant à la même unité de vie (' la fratrie ') et aux enfants dont un parent est membre du personnel de l'école - 65 % des places prioritaires sont accordées aux élèves dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais.

Dans le décret relatif à l'enseignement XX, un nouveau régime a été prévu en ce qui concerne la priorité accordée aux néerlandophones de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Cette modification visait en premier lieu à objectiver ' le fait d'être néerlandophone '. D'où l'introduction de la condition relative au diplôme (ou équivalences). Nous sommes attachés à ce critère objectif. Le fait qu'un des parents détienne un diplôme en langue néerlandaise ne garantit toutefois pas que l'enfant concerné parle le néerlandais avec ce parent. Le fait qu'un des parents ait un diplôme en langue néerlandaise garantit, par contre, que ce parent a une certaine implication dans la communauté néerlandophone, qu'il pourra communiquer avec l'école dans une mesure suffisante (journal de classe, bulletins, communications de l'école, échanges de communications - etc.) et qu'il maîtrise suffisamment le néerlandais pour pouvoir aider l'enfant à faire ses devoirs. Il s'indique d'intégrer aussi ces éléments de cette manière dans le décret.

Le relèvement du pourcentage doit [renforcer] la protection de l'égalité des chances en matière d'enseignement et d'inscription pour les néerlandophones et la préservation du caractère néerlandophone de l'enseignement financé ou subventionné par la Communauté flamande dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale » (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, Nr. 1747/1, SS. 39-40).

B.5.2. In Bezug auf den Sekundarunterricht werden die angefochtenen Bestimmungen gerechtfertigt wie folgt:

« Pour l'enseignement secondaire ordinaire dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale aussi, c'est le même constat : la très grande majorité des dispositions sont les mêmes que pour l'enseignement secondaire ordinaire dans la région de langue néerlandaise, à l'exception de quelques dispositions complémentaires :

a) après la priorité accordée aux enfants appartenant à la même unité de vie et aux enfants dont un parent est membre du personnel de l'école, 65 % des places prioritaires sont accordées à des élèves dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais. Cette augmentation doit [renforcer] la protection de l'égalité des chances en matière d'enseignement et d'inscription pour les néerlandophones et la préservation du caractère néerlandophone de l'enseignement financé ou subventionné par la Communauté flamande dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

b) après la priorité mentionnée au point a), 15 % supplémentaires des places prioritaires sont accordées aux enfants qui ont suivi 9 années dans l'enseignement fondamental néerlandophone. Cette priorité doit être appliquée à partir des préinscriptions pour des inscriptions de l'année scolaire 2020-2021 au plus tard. Le législateur décreta opte pour cette nouvelle priorité parce que cela renforce le droit d'inscription dans l'enseignement secondaire néerlandophone dans les écoles situées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale d'élèves dont les parents ne maîtrisent pas suffisamment le néerlandais, mais qui, dès le début, ont suivi l'enseignement fondamental en langue néerlandaise;

c) en ce qui concerne les préinscriptions pour des inscriptions de l'année scolaire 2019-2020, la plate-forme locale de concertation Bruxelles-Capitale peut introduire une proposition de classement alternative auprès du Gouvernement flamand. Cette mesure transitoire doit permettre à la plate-forme locale de concertation d'adapter son système de classement complexe à la nouvelle réglementation (compte tenu des 65 % de places prioritaires accordées aux élèves ayant au moins un parent qui maîtrise suffisamment le néerlandais, des 15 % supplémentaires de places prioritaires accordées aux enfants qui ont suivi 9 années dans l'enseignement fondamental néerlandophone et des 20 % de places prioritaires accordées aux groupes sous-représentés);

d) comme pour les écoles situées dans la région de langue néerlandaise, le Gouvernement flamand peut définir des zones de capacité pour lesquelles les écoles situées dans ces zones sont tenues d'organiser une procédure de préinscription conjointe pour toutes leurs écoles et implantations. La zone d'action de la plate-forme locale de concertation Bruxelles-Capitale devient zone de capacité à partir de l'année scolaire 2019-2020 » (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, Nr. 1747/1, S. 40).

B.5.3. Der Staatsrat hat ein Gutachten zu dem Dekretsentwurf abgegeben. Bezüglich der Schaffung eines zusätzlichen Vorrangs im Sekundarunterricht ist dieser der Auffassung:

« les auteurs de la proposition seraient bien avisés de justifier cette mesure de manière plus circonstanciée lors des débats parlementaires. Ils devront notamment démontrer que le critère de distinction est pertinent par rapport à l'objectif de la mesure. En outre, ils devront démontrer que cette nouvelle priorité, lue en combinaison avec la priorité déjà existante, ne conduirait pas à ce que le nombre d'élèves auxquels la priorité était accordée soit à ce point élevé que cela reviendrait pour la Communauté flamande à s'exonérer d'une part de la prise en charge des enfants qui ne parlent ni le français ni le néerlandais à la maison » (StR, Gutachten Nr. 64.586/1 vom 12. Dezember 2018, *Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, Nr. 1747/3, S. 14).

In Bezug auf die Anhebung von 55 auf 65 % der Schüler, denen der Vorrang gewährt werden kann, der zugunsten von Kindern eingeführt wird, bei denen mindestens einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, gibt der Staatsrat an:

« Dans le commentaire (p. 40), l'augmentation du pourcentage n'est justifiée que de manière très générale. [...] Cette justification n'indique pas en quoi l'augmentation répond à un ' besoin réel '. À supposer que ce qui vaut pour la plate-forme locale de concertation vaille aussi pour le législateur décentralisé, le pourcentage des places prioritaires ne peut en outre pas être fixé à un niveau à ce point élevé que cela reviendrait pour la Communauté flamande à s'exonérer d'une part de la prise en charge des enfants qui ne parlent ni le français ni le néerlandais à la maison. Rien, dans le commentaire, n'indique que les écoles qui dépendent de la Communauté flamande seront en mesure d'accueillir suffisamment lesdits élèves. Dans un tel cas, la Communauté flamande violerait en effet le principe de la loyauté fédérale.

Les auteurs de la proposition ou le Gouvernement flamand seraient dès lors bien avisés de justifier l'augmentation de ce pourcentage de manière plus circonstanciée lors des débats parlementaires, à la lumière de la situation et des besoins réels dans l'enseignement bruxellois » (StR, Gutachten Nr. 64.586/1 vom 12. Dezember 2018, *Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, Nr. 1747/3, S. 15).

*In Bezug auf die Zulässigkeit*

B.6. Die Flämische Regierung macht die teilweise Unzulässigkeit der Nichtigkeitsklagen in Bezug auf die Teile der Bestimmungen, gegen die kein tatsächlicher Beschwerdegrund gerichtet ist, geltend.

B.7.1. Der Gerichtshof bestimmt den Umfang der Nichtigkeitsklage anhand des Inhalts der Klageschrift, insbesondere auf Grundlage der Darlegung der Klagegründe. Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung auf die Bestimmungen, gegen die tatsächlich auch Einwände erhoben wurden.

B.7.2. Aus der Darlegung der Klagegründe geht hervor, dass die von den klagenden Parteien geäußerte Kritik ausschließlich auf den Vorrang von Schülern, bei denen mindestens einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, der auf 65 % der Plätze in allen Schulebenen angehoben wurde, sowie auf die Schaffung eines neuen Vorrangs für 15 % der Plätze im Sekundarunterricht zugunsten von Schülern, die während mindestens neun Jahren am Grundschulunterricht in niederländischer Sprache teilgenommen haben, abzielt.

B.8. Der Gerichtshof beschränkt folglich seine Prüfung auf die Teile der angefochtenen Bestimmungen, die sich auf die in B.7.2 erwähnten Elemente beziehen.

*Zur Hauptsache*

B.9. Die klagenden Parteien machen mehrere Klagegründe geltend, die sowohl aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung als auch aus einem Verstoß gegen mehrere in Artikel 1 Nrn. 2 und 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erwähnte Bestimmungen abgeleitet sind.

B.10. Der Gerichtshof prüft zuerst die aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegründe.

*Was die aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegründe betrifft*

*Erster Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7351*

B.11. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft leitet einen Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen Artikel 127 § 2 der Verfassung, insofern die Adressaten des flämischen Dekretgebers die niederländischsprachigen Schüler von Brüssel und nicht die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen seien, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zur Flämischen Gemeinschaft gehörend zu betrachten seien.

B.12. Artikel 127 der Verfassung bestimmt:

« § 1. Die Parlamente der Französischen und der Flämischen Gemeinschaft regeln durch Dekret, jedes für seinen Bereich:

1. die kulturellen Angelegenheiten,
2. das Unterrichtswesen mit Ausnahme
  - a) der Festlegung von Beginn und Ende der Schulpflicht,
  - b) der Mindestbedingungen für die Ausstellung der Diplome,
  - c) der Pensionsregelungen,

3. die Zusammenarbeit zwischen den Gemeinschaften sowie die internationale Zusammenarbeit, einschließlich des Abschlusses von Verträgen, in den unter den Nummern 1 und 2 erwähnten Angelegenheiten.

Ein Gesetz, das mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen wird, legt die unter Nummer 1 erwähnten kulturellen Angelegenheiten, die unter Nummer 3 erwähnten Formen der Zusammenarbeit sowie die näheren Regeln für den unter Nummer 3 erwähnten Abschluss von Verträgen fest.

§ 2. Diese Dekrete haben jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet sowie in Bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zu der einen oder der anderen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind ».

B.13. Wie aus dem Text der neuen Artikel 37/40 § 1 und 37/58 § 1 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 25. Februar 1997 und der neuen Artikel 295/8 § 1, 253/44 § 1 und 253/45 § 1 des flämischen Kodex des Sekundarunterrichts hervorgeht und wie in den in B.5.1 und B.5.2 zitierten Vorarbeiten erläutert ist, werden mit dem Dekret vom 17. Mai 2019 die Schulbehörden angewiesen, eine Rangfolge bei der Einschreibung von im Laufe des Voreinschreibungszeitraums voreingeschriebenen Schülern einzuhalten, und werden damit die Modalitäten dafür festgelegt. Zwei dieser Vorrangsregelungen werden im Rahmen der aktuell geprüften Nichtigkeitsklagen angefochten.

B.14.1. Aufgrund von Artikel 127 § 2 der Verfassung haben die Dekrete, die den Unterricht regeln, jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet sowie in Bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zu der einen oder der anderen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind.

B.14.2. Die Schulbehörden, auf die sich das angefochtene Dekret bezieht, können im Sinne von Artikel 127 § 2 der Verfassung als « Einrichtungen », die ausschließlich zur Zuständigkeit einer Gemeinschaft gehören können, betrachtet werden. Sie fallen daher für diese Angelegenheit in die Zuständigkeit der Flämischen Gemeinschaft.

B.15. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7351 ist unbegründet.

*Vierter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7351*

B.16. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft leitet einen Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 30 und 127 § 1 Nr. 2 und § 2 der Verfassung und Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insofern sie gegen die Freiheit des Sprachgebrauchs sowie gegen die Garantien verstießen, die Französischsprachige in den Randgemeinden genießen.

B.17. Indem sie den Vorrangsprozentsatz für Schüler, bei denen mindestens einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, von 55 auf 65 anheben und indem sie einen zusätzlichen Vorrang für Schüler einführen, die neun Jahre am Grundschulunterricht in Niederländisch teilgenommen haben, sind die angefochtenen Bestimmungen keine Bestimmungen, die den Sprachgebrauch regeln, sondern Bestimmungen, die das Unterrichtswesen im Sinne von Artikel 127 § 1 Absatz 1 Nr. 2 der Verfassung regeln. Die angefochtenen Bestimmungen gehören folglich zum Zuständigkeitsbereich des Dekretgebers.

B.18. Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, eingefügt durch Artikel 9 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2011, anschließend abgeändert durch Artikel 2 des Sondergesetzes vom 19. Juli 2012, bestimmt:

« Dekrete, Regelungen und Verwaltungsakte der Gemeinschaften und der Regionen und Handlungen, Regelungen und Verordnungen der lokalen Behörden dürfen die am 14. Oktober 2012 bestehenden Garantien, in deren Genuss die Französischsprachigen in den in Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten erwähnten Gemeinden und die Niederländischsprachigen, Französischsprachigen und Deutschsprachigen in den in Artikel 8 derselben Gesetze genannten Gemeinden kommen, nicht beeinträchtigen ».

Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, abgeändert durch Artikel 2 des Gesetzes vom 23. Dezember 1970, bestimmt:

« Die Gemeinden Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Wemmel und Wezembeek-Oppem werden mit einer eigenen Regelung versehen.

Zwecks Anwendung der nachstehenden Bestimmungen und insbesondere der Bestimmungen des Kapitels IV gelten diese Gemeinden als Gemeinden mit Sonderregelung. Sie werden nachstehend 'Randgemeinden' genannt ».

B.19.1. In den Vorarbeiten zu Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 heißt es, er « soll den Randgemeinden und den Gemeinden mit Spracherleichterungen gewährleisten, dass die derzeit bestehenden Garantien uneingeschränkt aufrechterhalten werden, selbst nach der Regionalisierung des Grundlagengesetzes über die Gemeinden und des Gemeindegewahlgesetzes » (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-709/1, S. 21), und mit dem verwendeten Begriff « Garantien » habe der Gesetzgeber « sämtliche derzeit geltenden Bestimmungen, die eine spezifische Regelung für die im Text erwähnten Privatpersonen organisieren, und im Allgemeinen jede Bestimmung, die zum Schutz der Privatpersonen und insbesondere der öffentlichen Mandatsträger in den Gemeinden im Sinne der Artikel 7 und 8 der koordinierten Gesetze dient » gemeint (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50-1280/003, S. 10; siehe auch *Parl. Dok.* Senat, 2000-2001, Nr. 2-709/7, SS. 11-12).

B.19.2. Obwohl durch Artikel 2 des Sondergesetzes vom 19. Juli 2012 « zur Abänderung von Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und von Artikel 5bis des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen » Artikel 16bis abgeändert wurde, indem eine « Aktualisierung » der in dieser Bestimmung enthaltenen Stillhalteklausele bis zum 14. Oktober 2012 vorgenommen wurde (*Parl. Dok.*, Senat, 2011-2012, Nr. 5-1566/1, S. 1, und Nr. 5-1563/4, S. 10), und ausdrücklich präzisiert wurde, dass diese Stillhalteklausele für die Gemeinschaften und die lokalen Behörden gilt (*Parl. Dok.*, Senat, 2011-2012, Nr. 5-1566/1, S. 3, und Nr. 5-1563/4, SS. 11 und 39), wurden damit jedoch nicht die Begünstigten der « bestehenden Garantien » geändert, nämlich seit der Annahme von Artikel 16bis die Privatpersonen in den Gemeinden im Sinne der Artikel 7 und 8 der koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten.

B.19.3. Es ist nicht ersichtlich, inwiefern das angefochtene Dekret die spezifischen Garantien beeinträchtigt, die Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 für die Französischsprachigen in den Randgemeinden beinhaltet.

B.20. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7351 ist unbegründet.

*Was die aus einem Verstoß gegen die in Artikel 1 Nrn. 2 und 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erwähnten Bestimmungen abgeleiteten Klagegründe betrifft*

*Erster Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7350 und zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7351*

B.21. Das Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission und die Regierung der Französischen Gemeinschaft leiten einen Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung. Im ersten Teil dieser Klagegründe führen die klagenden Parteien an, dass die angefochtenen Bestimmungen durch die Anhebung des Prozentsatzes der bestehenden Vorrangsregelung für Schüler, bei denen mindestens ein Elternteil Niederländisch ausreichend beherrscht, von 55 auf 65 zu einem ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den Schülern führten, der auf der « Familiensprache » beruhe. Im zweiten Teil dieser Klagegründe führen sie an, dass die Einführung eines zusätzlichen Vorrangs von 15 % zugunsten von Schülern, die neun Jahre am Grundschulunterricht in Niederländisch teilgenommen haben, zu einem ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den Schülern des Sekundarunterrichts führe.

*Die Anhebung des Vorrangsprozentsatzes in Bezug auf Schüler, bei denen mindestens ein Elternteil Niederländisch in ausreichendem Maße beherrscht*

B.22. Die klagenden Parteien führen an, dass die Anhebung des Vorrangsprozentsatzes in Bezug auf Schüler, bei denen mindestens einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung stehe, insofern ein ungerechtfertigter Behandlungsunterschied zwischen « niederländischsprachigen Kindern und anderssprachigen Kindern » geschaffen werde.

Insoweit die klagenden Parteien auf die Sprache des Kindes Bezug nehmen, ist anzumerken, dass die angefochtenen Bestimmungen einen Vorrang auf der Grundlage des Umstands vorsehen, dass mindestens ein Elternteil Niederländisch ausreichend beherrscht.

B.23.1. Die Flämische Regierung führt an, dass der Klagegrund unzulässig sei, da der Behandlungsunterschied bereits vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Dekrets bestanden hätte.

B.23.2. Es ist zutreffend, dass die Vorrangsregelung zugunsten von Kindern, bei denen mindestens ein Elternteil Niederländisch ausreichend beherrscht, durch ein früheres Dekret eingeführt wurde, das durch das angefochtene Dekret nicht abgeändert wurde. Dennoch ändert die angefochtene Bestimmung die Bedingungen, unter denen dieser Vorrang gewährt werden kann.

B.23.3. Die Einrede wird abgewiesen.

B.24.1. Um einen Behandlungsunterschied zwischen den Schülern im Hinblick auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zu rechtfertigen, genügt es nicht, dass dieser Behandlungsunterschied wie im vorliegenden Fall auf objektiven Kriterien beruht; es muss darüber hinaus nachgewiesen werden, dass dieser Unterschied in der geregelten Angelegenheit hinsichtlich des von der angefochtenen Bestimmung verfolgten Ziels sachdienlich ist und dass er die Rechte von bestimmten Kategorien von Eltern und ihren Kindern nicht auf unverhältnismäßige Weise verletzt.

B.24.2. Zu diesen Rechten gehört die Wahlfreiheit der Eltern im Unterrichtswesen, die durch Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistet wird. Diese Freiheit beinhaltet jedoch nicht, dass sie ein bedingungsloses Recht darauf hätten, für ihre Kinder eine Einschreibung in der Schule ihrer Wahl zu erhalten, wobei der Dekretgeber diesbezüglich über eine breite Ermessensbefugnis verfügt, um die Verschiedenartigkeit der Situationen zu berücksichtigen, in denen zuweilen gegensätzliche Interessen der betroffenen Nutzer eine Rolle spielen können und zu denen noch objektive Zwänge hinzukommen, wie im vorliegenden Fall die Aufnahmekapazität der Unterrichtsanstalten.

B.25. Wie in B.5 erwähnt, strebt der Dekretgeber mit den angefochtenen Bestimmungen an, den Schutz der Chancengleichheit im Bereich Unterricht und Einschreibung für die Schüler zu erhöhen, bei denen mindestens ein Elternteil Niederländisch ausreichend beherrscht, sowie die niederländischsprachige Beschaffenheit des von der Flämischen Gemeinschaft finanzierten oder subventionierten Unterrichts im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt zu stärken. Diese Ziele sind legitim.

B.26. Die angefochtene Maßnahme besteht in einer allgemeinen Anhebung der Plätze, die vorrangig an Schüler vergeben werden müssen, bei denen mindestens einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, von 55 auf 65 % .

Durch die vorerwähnte Anhebung will der Dekretgeber die Anzahl an verfügbaren Plätzen für die Schüler, die für diese vorrangige Kategorie in Betracht kommen, erhöhen, sodass sich auch ihre Einschreibungschancen erhöhen.

Der Dekretgeber ist damit bestrebt, die Kontinuität und die Erfolgchancen der schulischen Laufbahn des Schülers zu fördern, aber auch die Eltern zur Fortführung der Laufbahn ihres Kindes zu ermutigen (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, Nr. 1747/1, S. 39). Außerdem will der Dekretgeber auf diese Weise auch die Entwicklung der niederländischen Sprache aller Schüler in den niederländischsprachigen Schulen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt, einschließlich der Schüler, deren Familiensprache nicht Niederländisch ist, stärken.

B.27. Wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 7/2012 vom 18. Januar 2012 geurteilt hat, muss eine Anhebung des Vorrangsprozentsatzes für die Schüler, bei denen mindestens ein Elternteil Niederländisch ausreichend beherrscht, einem realen Bedarf entsprechen und es ist auch darauf zu achten, dass dieser Prozentsatz nicht derart hoch festgelegt wird, dass die zur Flämischen Gemeinschaft gehörenden Schulen nicht verpflichtet wären, einen gerechten Anteil der Kinder aufzunehmen, « deren Eltern weder Niederländisch, noch Französisch als Familiensprache haben » (Entscheid Nr. 7/2012 vom 18. Januar 2012, B.21.5).

B.28.1. Aus den Angaben, die die Flämische Regierung auf Anfrage des Gerichtshofes vorgelegt hat, geht hervor, dass im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022 im niederländischsprachigen Grundschulunterricht und Sekundarunterricht nach Einschreibung der Schüler, die für die vorrangige Regelung in Betracht kommen, die den Schülern, die der gleichen Lebensseinheit wie ein bereits eingeschriebener Schüler angehören, und den Schülern gewährt wird, bei denen ein Elternteil ein Personalmitglied ist, ein Ungleichgewicht zwischen der Anzahl der verfügbaren freien Plätze und der Anzahl der Voreinschreibungen existiert. So beläuft sich die Anzahl der verfügbaren freien Plätze für die Eingangsklasse im Grundschulunterricht für das Schuljahr 2020-2021 auf 1 683 gegenüber einer Gesamtanzahl von 2 721 Voreinschreibungen. In Bezug auf das Schuljahr 2021-2022 geht es um 1 720 verfügbare freie Plätze für die Eingangsklasse bei 2 514 Voreinschreibungen. Auch im Sekundarunterricht ist die Anzahl der Voreinschreibungen höher als die Anzahl der verfügbaren Plätze (2 253 gegenüber 1 816 für das Schuljahr 2020-2021 und 2 275 gegenüber 1 861 für das Schuljahr 2021-2022).

Zudem ist aus den gleichen Angaben ersichtlich, dass im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt der Anteil der Schüler aus Familien, in denen mindestens einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, 26 % im Vorschulunterricht für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022, 28 % im Primarschulunterricht für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022 und jeweils 38 % und 37 % im Sekundarunterricht für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022 beträgt. Dieser Anteil belief sich aber im Schuljahr 1991-1992 auf 57,9 % im Vorschulunterricht, auf 72,5 % im Primarschulunterricht und auf 93,7 % im Sekundarunterricht.

Zusammengefasst ergibt sich, dass nur eine Minderheit der Schüler, die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt im niederländischsprachigen Vorschul-, Primarschul- und Sekundarunterricht eingeschrieben sind und die in Brüssel wohnen, einer Familie angehören, in der mindestens einer der Elternteile Niederländisch beherrscht. Mit der angefochtenen Maßnahme werden daher für diese Schüler die Chancen erhöht, in der Nähe ihres Wohnortes eine niederländischsprachige Schule zu finden.

B.28.2. Die Flämische Regierung stellt fest, dass sich bestimmte Lehranstalten im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt einer steigenden Nachfrage gegenüber sehen, die den Zugang von Kindern, bei denen mindestens ein Elternteil Niederländisch ausreichend beherrscht, zu diesen Anstalten gefährdet. So zählt man für das Schuljahr 2020-2021 8 Grundschuleinrichtungen (von insgesamt 157) und 5 Sekundarschuleinrichtungen (von insgesamt 39), in denen die Anzahl der Bewerber, bei denen mindestens einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, deutlich höher ist als die Anzahl der vorrangigen Plätze.

Auch wenn die Zahlenangaben zeigen, dass im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt das Kontingent von 55 % nur in einer geringen Anzahl von Schulen des Grundschul- und Sekundarschulwesens erreicht wird und die Anzahl der Bewerber deshalb die Anzahl der freien Plätze in der vorrangigen Gruppe für Schüler, bei denen mindestens ein Elternteil Niederländisch ausreichend beherrscht, übersteigt, konnte die Flämische Regierung vernünftigerweise den Standpunkt vertreten, dass ein realer Bedarf bestand und dass es notwendig war, den Vorrangprozensatz für die betreffende vorrangige Gruppe für diese Schulen anzuheben.

B.29.1. In Anbetracht des breiten Ermessensspielraums, über den er verfügt, konnte der Dekretgeber es als zweckmäßig erachten, Maßnahmen anzunehmen, die seinen gesamten Unterricht im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt betreffen, anstatt es der örtlichen Beratungsplattform Brüssel zu überlassen, die Vorrangprozensätze für die Schüler, bei denen mindestens ein Elternteil Niederländisch ausreichend beherrscht, anzuheben.

B.29.2. Außerdem hängt ein in einer bestimmten Schule bestehender Mangel mit den demografischen und sozioökonomischen Daten sowie der Beliebtheit der Schule und dem Umfang und der Zusammensetzung der Bevölkerungszunahme zusammen. Jedoch variieren diese Daten sehr stark. Indem er eine einheitliche Regelung für alle niederländischsprachigen Schulen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt und nicht auf Ebene einzelner Schulen vorgesehen hat, wollte der Dekretgeber vermeiden, dass die Vorrangprozensätze regelmäßig geändert werden müssen.

B.29.3. Überdies ist es in Anbetracht des Anliegens, den Gebrauch des Niederländischen, das die Unterrichtssprache im von der Flämischen Gemeinschaft finanzierten oder subventionierten Unterrichtswesen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt ist, zu stärken, nicht unvernünftig, auf die Annahme einer allgemeinen Maßnahme zurückzugreifen.

B.30.1. Aus den Zahlenangaben, die die Flämische Gemeinschaft auf Anfrage des Gerichtshofes vorgelegt hat, kann nicht geschlossen werden, dass die zur Flämischen Gemeinschaft gehörenden Schulen nicht in der Lage wären, einen gerechten Anteil an Schülern aufzunehmen, die weder Niederländisch noch Französisch als Familiensprache haben.

Aus diesen Angaben geht nämlich hervor, dass sich der Anteil der Schüler, die weder Niederländisch noch Französisch als Familiensprache haben, im niederländischsprachigen Vorschulunterricht im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt auf 19 % für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022 beläuft.

Was den niederländischsprachigen Primarschul- und Sekundarunterricht betrifft, beträgt dieser Anteil 21 % für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022.

Aus dem in B.28.1 Erwähnten geht hervor, dass der Anteil der Schüler aus Familien, in denen mindestens ein Elternteil Niederländisch beherrscht, im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt 26 % im Vorschulunterricht für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022, 28 % im Primarschulunterricht für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022 und jeweils 38 % und 37 % im Sekundarunterricht für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022 beträgt.

Der Anteil von Familien, in denen mindestens ein Elternteil Französisch und kein Elternteil Niederländisch spricht, beläuft sich hingegen jeweils auf 54 % und 53 % im Vorschulunterricht für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022, auf 50 % im Primarschulunterricht für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022 und auf 42 % im Sekundarunterricht für die Schuljahre 2020-2021 und 2021-2022.

Wenn der Anteil der Familien, in denen man weder Niederländisch noch Französisch spricht, im niederländischsprachigen Vorschulunterricht im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt mit dem Anteil der Familien, in denen mindestens ein Elternteil Niederländisch spricht, und mit dem Anteil der Familien, in denen mindestens ein Elternteil Französisch und kein Elternteil Niederländisch spricht, verglichen wird, ist festzustellen, dass das niederländischsprachige Unterrichtswesen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt in der Lage ist, einen gerechten Anteil an Schülern aufzunehmen, die weder Niederländisch noch Französisch als Familiensprache haben.

B.30.2. Diese Schlussfolgerung wird dadurch untermauert, dass sich die angefochtene Maßnahme auf eine Vorrangsregelung und nicht auf eine Ausschlussregel bezieht. Sie verhindert nicht, dass Eltern von Schülern, die als Familiensprache weder Niederländisch noch Französisch haben, in einer niederländischsprachigen Schule im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt vorstellig werden, für die der Vorrangprozensatz nicht ganz erreicht ist. Wie aus B.28.2 hervorgeht, wird das bestehende Kontingent von 55 % in der Mehrheit der niederländischsprachigen Schulen im Primarschul- und Sekundarunterricht, die sich im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt befinden, nicht erreicht, sodass diese freigebliebenen Plätze, die folglich im Rahmen des neuen Kontingents von 65 % mehr als 35 % der verbleibenden Plätze ausmachen, von Schülern belegt werden können, die als Familiensprache weder Niederländisch noch Französisch haben. Daher gefährdet die Anhebung des Vorrangprozensatzes den eigentlichen Zugang zum niederländischsprachigen Unterricht nicht. Schüler, die infolge der angefochtenen Vorrangsregelung nicht in einer bestimmten niederländischsprachigen Schule eingeschrieben werden können, die von ihrem Elternteil oder ihren Eltern vorgezogen wird, werden zudem mit Hilfe der örtlichen Beratungsplattform an eine andere niederländischsprachige Schule weiterverwiesen.

B.30.3. Das angefochtene Dekret bestätigt ebenfalls die bestehenden Vorrangsregeln für die Schüler, die der gleichen Lebensseinheit wie ein bereits eingeschriebener Schüler angehören, sowie die Vorrangsregeln für die Schüler, bei denen ein Elternteil ein Personalmitglied der Schule ist. Diese Regeln wurden vor dem Inkrafttreten der Vorrangsregel für die Schüler, bei denen mindestens ein Elternteil Niederländisch ausreichend beherrscht, angewandt.

B.30.4. Schließlich bestimmt Artikel 253/46 des flämischen Kodex des Sekundarunterrichts, eingefügt durch Artikel VI.20 des Dekrets vom 17. Mai 2019, dass eine Schulbehörde des Sekundarschulwesens ab dem 1. September 2022 für die Einschreibungen für das Schuljahr 2023-2024 oder später für eine oder mehrere ihrer Schulen und für maximal 20 % der festgelegten Kapazität entscheiden kann, einer oder mehreren unterrepräsentierten Gruppen Vorrang einzuräumen. Dabei geht es um eine oder mehrere Gruppen von Schülern, die auf der Grundlage von einer oder mehreren objektiven Eigenschaften wie dem sozioökonomischen Status des Schülers oder der Entfernung bis zur Schule in der Schule gegenüber einer Bezugsbevölkerung relativ unterrepräsentiert sind.

Artikel 37/60 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 25. Februar 1997, eingefügt durch Artikel V.20 des Dekrets vom 17. Mai 2019 und ersetzt durch Artikel 18 des Dekrets vom 18. Februar 2022 « zur Abänderung des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997 und des Kodex des Sekundarunterrichts vom 17. Dezember 2010, was das Recht auf Einschreibung im Regelunterricht im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt betrifft », sieht die gleiche Regelung für die Schulbehörden des Primarschulunterrichts mit Wirkung zum 1. September 2022 für die Einschreibungen für das Schuljahr 2023-2024 vor.

B.31. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der in B.22 aufgeführte Behandlungsunterschied vernünftigerweise gerechtfertigt ist.

B.32. Insofern sie die Anhebung des Prozentsatzes des Vorrangs, der Kindern gewährt wird, bei denen mindestens einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, von 55 auf 65 % betreffen, sind der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7350 und der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7351 unbegründet.

*Vorrangprozentsatz für die Schüler, die mindestens neun Jahre Grundschulunterricht in Niederländisch absolviert haben*

B.33. Der neue Artikel 253/45 § 1 des flämischen Kodex des Sekundarunterrichts führt für die niederländischsprachigen Schulen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt einen Vorrang, der 15 % der Plätze entspricht, für Schüler ein, die mindestens neun Jahre Grundschulunterricht in Niederländisch absolviert haben. Nach Auffassung der klagenden Parteien wird so ein nicht vernünftigerweise gerechtfertigter Behandlungsunterschied zwischen den Schülern festgelegt, je nachdem, ob sie diese Bedingung erfüllen oder nicht, und verstößt die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung.

B.34. Der Behandlungsunterschied beruht auf objektiven Kriterien, nämlich einerseits der Sprache, in der am Grundschulunterricht teilgenommen wurde, im vorliegenden Fall Niederländisch, und andererseits der Anzahl der an diesem Unterricht teilgenommenen Jahre.

B.35. Das Kriterium, nach dem für die Einschreibungen im Sekundarunterricht die Sprache berücksichtigt wird, in der am Grundschulunterricht teilgenommen wurde, ist im Lichte der vom Dekretgeber verfolgten Zielsetzung, das Recht auf Einschreibung im niederländischsprachigen Sekundarunterricht für die Schüler zu stärken, « die von Anfang an am Grundschulunterricht in Niederländisch teilgenommen haben », sachdienlich (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, Nr. 1747/1, S. 40).

Indem diesen Schülern Vorrang eingeräumt wird, stärkt der Dekretgeber die Möglichkeiten des Schulbesuchs in Niederländisch für die Schüler, deren Eltern nicht ausreichend Niederländisch beherrschen, die sich aber bewusst für den niederländischsprachigen Grundschulunterricht entschieden haben. Die angefochtene Bestimmung entspricht so der « pädagogischen Erwägung, es den Kindern, die den Unterricht in Niederländisch beginnen, zu garantieren, dass sie dort auch ihre Schullaufbahn vollenden können, wenn sie es wünschen » (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, Nr. 1747/10, S. 10).

Was die niederländischsprachige Beschaffenheit des von der Flämischen Gemeinschaft organisierten Unterrichts betrifft, kann auf das verwiesen werden, was in B.29.3 dargelegt wurde.

B.36.1. Der Gerichtshof muss ferner prüfen, ob der beanstandete Behandlungsunterschied auf einem sachdienlichen Unterscheidungskriterium beruht, insofern ausschließlich den Schülern Vorrang eingeräumt wird, die mindestens neun Jahre am Grundschulunterricht in Niederländisch teilgenommen haben.

B.36.2. Der Dekretgeber kann im Lichte der von ihm verfolgten Zielsetzung vernünftigerweise die Teilnahme an einer Mindestanzahl von Grundschuljahren in Niederländisch verlangen. Indem er jedoch eine Schullaufbahn von mindestens neun Jahren im niederländischsprachigen Grundschulunterricht verlangt, berücksichtigt der Dekretgeber nicht ausreichend den Umstand, dass der Beginn der Schulpflicht durch das Gesetz vom 23. Mai 2019 « zur Abänderung des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht, um die Schulpflicht ab dem Alter von fünf Jahren einzuführen » auf das Alter von fünf Jahren festgesetzt wurde. Daraus ergibt sich, dass Eltern sich aus verschiedenen Gründen dafür entscheiden können, den Grundschulunterricht nicht vor dem Alter von 5 Jahren beginnen zu lassen, und dass Schüler, deren Eltern die bewusste Entscheidung getroffen haben, sie im niederländischsprachigen Grundschulunterricht einzuschulen, womöglich nicht neun Jahre in diesem Unterricht absolviert haben. Zum Beispiel ist dies der Fall bei Schülern, die ein Jahr überspringen.

Bei den Vorarbeiten zu dem Dekretvorschlag, der dem angefochtenen Dekret zugrunde liegt, wurden außerdem Abänderungsanträge eingereicht, um in Anbetracht dieser unterschiedlichen Situationen die Mindestdauer der angefochtenen Vorrangsregelung auf fünf Jahre im niederländischsprachigen Unterricht zu reduzieren (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, Nr. 1747/5, Abänderungsantrag Nr. 2, S. 3; *Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, Nr. 1747/12, Abänderungsantrag Nr. 51, S. 3). Diese Abänderungsanträge wurden jedoch abgelehnt (*Ann.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, 20. Dezember 2018, Nr. 17; *Ann.*, Flämisches Parlament, 2018-2019, 24. April 2019, Nr. 31, S. 72).

B.36.3. Die Anzahl der erforderlichen Jahre muss folglich anhand der verfolgten Zielsetzung, nämlich den Schülern, bei denen keiner der beiden Elternteile ausreichend Niederländisch beherrscht, die aber bereits einen erheblichen Teil ihrer Schulzeit im niederländischsprachigen Grundschulunterricht absolviert haben, einen Vorrang einzuräumen, ihren Unterricht in der Schule ihrer Wahl fortzusetzen, bestimmt werden.

B.37. Insofern Artikel VI.19 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Mai 2019 die erforderliche Dauer der Schullaufbahn im niederländischsprachigen Grundschulunterricht auf mindestens neun Jahre festlegt, um in den Genuss der in diesem Artikel erwähnten Vorrangsregelung zu kommen, verstößt er gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung. Er ist in diesem Maße für nichtig zu erklären.

*Zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7350 und fünfter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7351*

B.38. Das Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission und die Regierung der Französischen Gemeinschaft leiten einen Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen Artikel 143 der Verfassung und im Fall der Regierung der Französischen Gemeinschaft auch gegen den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit, insofern die Erhöhung des Prozentsatzes der vorrangigen Plätze, die den Schülern gewährt werden, bei denen einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, sowie die Schaffung eines zusätzlichen Vorrangs von 15 % der Plätze die Verantwortung für den Unterricht der anderssprachigen Schüler auf das französische Unterrichtswesen abwälzen würden und dadurch für die Französische Gemeinschaft und die Französische Gemeinschaftskommission die Ausübung ihrer Befugnisse übermäßig erschweren würden. Diese Feststellung verstärkte sich noch durch den Kontext einer im zweisprachigen Gebiet Brüssel erheblich zunehmenden Bevölkerung und durch eine steigende Nachfrage nach Einschreibungen in den Lehranstalten.

B.39. In seinem Erwidierungsschriftsatz vertritt das Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission die Auffassung, dass die jeweiligen Befugnisse der klagenden Parteien und der Flämischen Gemeinschaft als derart eng miteinander verbunden angesehen werden können, dass sie zumindest eine Konzertierung im Sinne von Artikel 92*bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erfordern.

B.40.1. Die Flämische Regierung macht die Unzulässigkeit dieses Beschwerdegrunds geltend, insofern er einen neuen und verspäteten Klagegrund darstelle.

B.40.2. Die klagenden Parteien können die Klagegründe, wie sie von ihnen in der Klageschrift dargelegt worden sind, nicht in ihrem Erwidierungsschriftsatz abändern. Ein Beschwerdegrund, der wie vorliegend in einem Erwidierungsschriftsatz vorgebracht wird, jedoch nicht mit dem übereinstimmt, was in der Klageschrift formuliert wurde, stellt daher auch einen neuen Klagegrund dar und ist unzulässig. Der Gerichtshof muss daher nicht prüfen, ob die angefochtenen Bestimmungen mit Artikel 92*bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vereinbar sind.

B.41. Artikel 143 § 1 der Verfassung bestimmt:

« Der Föderalstaat, die Gemeinschaften, die Regionen und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission respektieren bei der Ausübung ihrer jeweiligen Befugnisse die föderale Loyalität, um Interessenkonflikte zu vermeiden ».

Die Beachtung der föderalen Loyalität setzt voraus, dass die Föderalbehörde und die Gliedstaaten bei der Ausübung ihrer Zuständigkeiten das Gleichgewicht der föderalen Struktur insgesamt nicht stören. Die föderale Loyalität betrifft mehr als die bloße Ausübung von Zuständigkeiten; sie gibt an, in welchem Sinne dies geschehen muss.

Der Grundsatz der föderalen Loyalität in Verbindung mit dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit bedeutet, dass jeder Gesetzgeber verpflichtet ist, bei der Ausübung der eigenen Zuständigkeit darauf zu achten, dass durch sein Auftreten die Ausübung der Zuständigkeiten der anderen Gesetzgeber nicht unmöglich gemacht oder in übertriebenem Maße erschwert wird.

B.42. Durch den bloßen Umstand, dass verschiedene Behörden für das Unterrichtswesen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt zuständig sind oder dass in diesem Gebiet ein erhebliches Bevölkerungswachstum oder ein wachsender Mangel an verfügbaren Plätzen für Schüler im Primarschul- und Sekundarunterricht besteht, kann jedoch nicht abgeleitet werden, dass der Dekretgeber durch die Annahme der angefochtenen Vorrangsregeln die föderale Loyalität verletzt oder gegen den Verhältnismäßigkeitsgrundsatz, der mit der Ausübung gleich welcher Zuständigkeit einhergeht, verstoßen hätte. Diese Vorrangsregeln haben nämlich nicht zur Folge, dass in diesem Gebiet verfügbare Plätze gestrichen würden. Sie dienen dazu, einen Vorrang im Zugang zu den niederländischsprachigen Lehranstalten einzuführen, aber sie beeinflussen nicht die Gesamtzahl der verfügbaren Plätze. Diese Maßnahme hat also nicht zur Folge, dass für die anderen Behörden, die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt in diesem Bereich zuständig sind, die Ausübung ihrer Zuständigkeiten unmöglich gemacht oder übermäßig erschwert würde. Zudem hindern die angefochtenen Bestimmungen die Französische Gemeinschaft und die Französische Gemeinschaftskommission nicht daran, einen etwaigen Mangel im französischsprachigen Unterrichtswesen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt zu beheben, indem sie zusätzliche Plätze schaffen.

B.43. Die Klagegründe sind unbegründet.

*Dritter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7351*

B.44. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft leitet einen Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 1 der Verfassung, insofern die erforderliche Stufe B2 der Kenntnis des Niederländischen infolge der allgemeinen Anhebung des Prozentsatzes der vorrangigen Plätze, die Schülern vorbehalten sind, bei denen einer der Elternteile Niederländisch ausreichend beherrscht, nunmehr unvernünftig wäre.

B.45. Die Anhebung des vorgeschriebenen Mindestniveaus der Sprachkenntnis von zumindest einem Elternteil von der Stufe B1 auf die Stufe B2 des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen wurde nicht durch die Bestimmungen des Dekrets vom 17. Mai 2019, die Gegenstand der aktuell geprüften Nichtigkeitsklagen sind, sondern durch Artikel III.13 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 25. April 2014 « über den Unterricht XXIV », der Artikel 110/5 des flämischen Kodex des Sekundarunterrichts abgeändert hat, eingeführt.

B.46. In seinem Entscheid Nr. 19/2017 vom 16. Februar 2017 hat der Gerichtshof die Klagegründe, die aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 1 der Verfassung durch die Erhöhung des vorgeschriebenen Mindestniveaus der Sprachkenntnis von zumindest einem Elternteil von Stufe B1 des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen auf Stufe B2 abgeleitet waren, für unbegründet erklärt. Der Gerichtshof war der Auffassung:

« B.12.7. Die Maßnahme wäre jedoch unverhältnismäßig, wenn dadurch vorgeschrieben würde, dass zumindest einer der Elternteile nachweist, dass er Niederländisch auf einem höheren Mindestniveau als Stufe B2 beherrscht. Sie wäre ebenfalls unverhältnismäßig, wenn dieser Nachweis übermäßig schwer zu erbringen wäre, was gegebenenfalls durch den zuständigen Richter geprüft werden muss. Unter diesem Vorbehalt beeinträchtigen die angefochtenen Bestimmungen in Bezug auf die Eltern und die Schüler, die nicht der angefochtenen Vorrangskategorie angehören, nicht auf unverhältnismäßige Weise die Rechte, die durch die in B.5 angeführten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen gewährleistet werden ».

B.47. Durch die angefochtenen Bestimmungen werden weder das vorgeschriebene Mindestniveau der Sprachkenntnis noch die Art und Weise, wie diese Kenntnis nachgewiesen werden kann, abgeändert.

Folglich verstoßen die angefochtenen Bestimmungen nicht gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 1 der Verfassung.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel VI.19 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Mai 2019 « zur Abänderung des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997, des Kodex des Sekundarunterrichts vom 17. Dezember 2010 und der Kodifizierung gewisser Bestimmungen für das Unterrichtswesen vom 28. Oktober 2016, was die Einschreibungsgebühr betrifft », insofern er den erforderlichen Zeitraum der Schullaufbahn im niederländischsprachigen Grundschulunterricht auf mindestens neun Jahre festsetzt, für nichtig;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. Juli 2022.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der vors. Richter,  
J.-P. Moerman

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### VLAAMSE OVERHEID

[C – 2022/32549]

**3 JUNI 2022. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 17 maart 2017 betreffende de subsidiëring van de organisatoren kinderopvang en buitenschoolse opvang ter uitvoering van het Vlaams Intersectoraal akkoord, wat betreft de realisatie van de koopkrachtmaatregelen in de publieke sector en tot wijziging van artikel 8 en 12 van het Overgangsbesluit subsidies buitenschoolse opvang van 24 september 2021**

#### Rechtsgronden

Dit besluit is gebaseerd op:

-het decreet van 30 april 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid Opgroeien regie, artikel 5, §1, eerste lid, 1°, a), en 2°, artikel 5, §2, 2°, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2019, artikel 8, §2, en artikel 12, gewijzigd bij de decreten van 1 maart 2019 en 3 mei 2019;

-het decreet van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters, artikel 10, 3°, en artikel 12, §1, tweede lid;

- het decreet van 3 mei 2019 houdende de organisatie van buitenschoolse opvang en de afstemming tussen buitenschoolse activiteiten, artikel 17, vijfde lid.

#### Vormvereisten

De volgende vormvereisten zijn vervuld:

- De Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, heeft zijn akkoord gegeven op 4 februari 2022.

- De Raad van State heeft advies 71.034/1 gegeven op 15 maart 2022, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

#### Initiatiefnemer

Dit besluit wordt voorgesteld door de viceminister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin.

Na beraadslaging,

#### DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

**Artikel 1.** In hoofdstuk 2, afdeling 1, van het besluit van de Vlaamse Regering van 17 maart 2017 betreffende de subsidiëring van de organisatoren kinderopvang en buitenschoolse opvang ter uitvoering van het Vlaams Intersectoraal akkoord, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse Regering van 6 oktober 2017, 7 februari 2020 en 12 maart 2021, wordt een artikel 9/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 9/1. Een organisator groepsopvang met een basissubsidie voor groepsopvang als vermeld in artikel 12 van het Subsidiebesluit van 22 november 2013, die een openbaar bestuur is, ontvangt van het agentschap een subsidie voor koopkrachtondersteuning. De subsidie bedraagt 384,04 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats.”.

**Art. 2.** In artikel 9/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij dit besluit, wordt het bedrag “384,04 euro” vervangen door het bedrag “558,35 euro”.

**Art. 3.** Aan hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse Regering van 6 oktober 2017, 7 februari 2020 en 12 maart 2021, wordt een afdeling 7, die bestaat uit artikel 32/2 en artikel 32/3, toegevoegd, die luidt als volgt:

“Afdeling 7. Koopkrachtondersteuning voor organisatoren buitenschoolse opvang die een lokaal of openbaar bestuur zijn

Art. 32/2. Een organisator met een attest van toezicht voor groepsopvang als vermeld in artikel 3 van het Kwaliteitsbesluit Buitenschoolse Opvang van 16 mei 2014, die een lokaal bestuur is, en die vanaf 1 januari 2022 beschikt over een kwaliteitslabel als vermeld in het besluit van de Vlaamse regering van 16 oktober 2020 tot toekenning van een kwaliteitslabel aan organisatoren van kleuteropvang, ontvangt van het agentschap een subsidie voor koopkrachtondersteuning. De subsidie bedraagt 168,77 euro per geattesteerde opvangplaats.

Art. 32/3. Een organisator met een subsidie voor initiatief voor buitenschoolse opvang, een organisator met een subsidie voor buitenschoolse opvang in een afzonderlijke binnenruimte en een organisator met een subsidie voor lokale diensten die een openbaar bestuur zijn, ontvangen van het agentschap een subsidie voor koopkrachtondersteuning. De subsidie bedraagt 168,77 euro per erkende opvangplaats.”.

**Art. 4.** In artikel 32/2 en 32/3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij dit besluit, wordt het bedrag “168,77 euro” vervangen door het bedrag “262,10 euro”.